



## L'IRAN, LA CHINE ET LA CRISE DU NUCLÉAIRE

Mohammad-Reza Djalili\* et Thierry Kellner\*\*

*Au cours des deux dernières décennies, et plus encore depuis le tournant du siècle, les relations sino-iraniennes se sont considérablement développées. Le facteur soviétique à l'époque du Shah et durant la guerre d'Afghanistan, la nécessité pour la République islamique de réduire son isolement international, puis les intérêts économiques, les nouvelles possibilités offertes par la disparition de l'URSS, les inquiétudes de Pékin et de Téhéran face à certains aspects de la politique américaine depuis la fin des années 1990 et enfin, plus récemment, les intérêts pétroliers croissants de la Chine, ont constitué autant de facteurs de rapprochement entre les deux pays. La République populaire est aujourd'hui devenue un partenaire économique majeur de l'Iran. Le soutien qu'elle lui a apporté a permis à Téhéran d'élargir sa marge de manœuvre diplomatique et de mieux résister aux pressions américaines. Avec le développement de la question nucléaire, le rapprochement sino-iranien a cependant atteint une limite difficilement franchissable malgré les intérêts des deux partenaires.*

### ARRIÈRE-PLAN HISTORIQUE

Historiquement, les contacts entre la Chine et l'Iran ont été fort nombreux. Durant des siècles, les deux vieux empires asiatiques ont échangé des hommes, des marchandises, mais aussi des techniques et des idées. Dans le domaine culturel, leurs relations ont été extrêmement riches et complexes<sup>1</sup>. À l'époque contemporaine, les rapports politiques entre l'Iran et la République populaire de Chine ont cependant mal débuté<sup>2</sup>. L'alliance idéologique et politique formée en 1950 entre le nouvel État chinois et l'Union soviétique est en effet mal perçue par le Shah d'Iran, qui la considère comme contraire aux intérêts nationaux et à la sécurité de son pays. Le monarque iranien décide donc de différer la reconnaissance diplomatique de la République populaire. Cette position lui vaut l'hostilité de Pékin. Aussi, cette dernière accorde son soutien au gouvernement de Mohammad Mossadegh dans le bras de fer qui l'oppose au Shah en 1951. L'anti-impérialisme amène également les autorités

communistes chinoises à soutenir la politique de nationalisation de l'industrie pétrolière menée par le premier ministre iranien au détriment de l'*Anglo-Iranian Oil Company*. Dans ces conditions, l'éviction de Mohammad Mossadegh en 1953 et le retour du Shah, avec l'appui de l'administration américaine, constituent un véritable revers diplomatique pour Pékin.

Par la suite, les autorités chinoises n'hésitent pas à critiquer les liens entre Washington et Téhéran et à vilipender le régime du Shah, qu'elles présentent comme réactionnaire mais aussi comme un instrument de l'impérialisme américain au Moyen-Orient. Pékin dénoncera également en 1955 l'adhésion de Téhéran au pacte de Bagdad. De son côté, l'Iran décide d'établir des relations diplomatiques avec Taïpeh en 1956. Ce choix, nouveau revers pour la République populaire, est condamné par les autorités chinoises. Face au Shah, le régime chinois apportera son soutien idéologique et politique à la faction maoïste des mouvements communistes iraniens qui prône le renversement du

régime monarchique par la lutte armée. Pourtant, la dégradation des relations avec l'URSS à la fin des années 1950 puis la montée en puissance de l'influence soviétique en Asie inquiètent la République populaire. La menace que Moscou fait peser sur sa sécurité l'amène progressivement à reconsidérer sa politique étrangère. Désormais en froid à la fois avec Washington et Moscou, Pékin est isolée sur la scène internationale. Elle va dès lors chercher à se rapprocher davantage des pays en développement.

Dans cette perspective, Pékin abandonne progressivement ses critiques idéologiques et tente de renouer des contacts avec le régime iranien, malgré la proximité de ce dernier avec Washington. Les intérêts de sécurité communs de la République populaire et de l'Iran face à l'URSS vont favoriser un rapprochement entre les deux pays. Ce facteur soviétique continuera ensuite à jouer un rôle primordial dans les liens sino-iraniens jusqu'à la fin des années 1980. Du côté du régime iranien, le Shah pense également pouvoir utiliser ses rapports avec Pékin pour réduire son opposition communiste interne d'orientation maoïste<sup>3</sup>. Au début de l'année 1965, Pékin et Téhéran entament ainsi de discrètes négociations portant sur la possibilité d'établissement de relations diplomatiques. Parallèlement, les échanges commerciaux avec la République populaire sont officiellement autorisés par le régime iranien en 1966.

Les relations entre les deux pays ne progressent cependant que lentement. Par exemple, Téhéran n'apprécie guère le soutien idéologique et matériel que Pékin apporte à certains mouvements d'inspiration marxiste actifs dans la région du Golfe Persique, comme le « Front populaire de libération d'Oman » installé dans la province omanaise du Dhofar dès 1967<sup>4</sup>. Mais face à l'accroissement de la menace soviétique--la présence navale de l'URSS s'est accrue dans l'océan Indien au

début de la décennie 1970 et en outre les Britanniques ont décidé de se retirer du Golfe Persique en 1971, ouvrant la voie à un possible vide de pouvoir dans cette région--le rapprochement sino-iranien va s'accélérer à l'initiative de Téhéran. Deux sœurs du Shah se rendent successivement à Pékin en avril 1971<sup>5</sup>. Ces visites reçoivent un écho favorable de la part des autorités chinoises, engagées depuis la fin de l'année 1969 dans un processus de rapprochement avec Washington qui s'accélère à ce moment (épisode de la « diplomatie du ping-pong » en avril 1971)<sup>6</sup>. Ce n'est sans doute qu'après avoir reçu l'aval américain--Henry Kissinger s'est rendu en voyage secret à Pékin en juillet 1971--que le régime du Shah décide enfin d'établir des relations diplomatiques avec la République populaire en août 1971.

Rapidement, les rapports bilatéraux se développent dans une ambiance cordiale. Téhéran ouvre ainsi une ambassade à Pékin en mars 1972, à peine un mois après la visite du président américain Richard Nixon en Chine, alors que Zhou Enlai se rend en Iran en juin 1973. Outre l'amplification des échanges commerciaux, les deux pays mettent en place une liaison aérienne directe entre leur capitale et ébauchent également des liens dans les domaines culturels et éducatifs<sup>7</sup>. Face à l'URSS, la République populaire approuve le renforcement du rôle régional de l'Iran. Elle soutient les initiatives iraniennes en matière de médiation entre l'Inde et le Pakistan, ainsi qu'entre le Pakistan et l'Afghanistan, et, par la voix de son ministre des Affaires étrangères en visite à Téhéran, avalise également la politique de renforcement des capacités militaires iraniennes initiée par le Shah. Elle se montre enfin favorable à l'affermissement du rôle de l'Iran comme garant de la sécurité dans la région du Golfe Persique<sup>8</sup>. C'est peut-être fort de ce nouveau soutien que Téhéran décidera quelques mois plus tard (décembre 1973) d'intervenir militairement contre la rébellion marxiste

du Dhofar (Oman)<sup>9</sup>. La mort de Mao Zedong en 1976 ne remet pas en cause les liens tissés entre les deux pays. L'accroissement de l'influence soviétique sur le régime politique afghan à la fin des années 1970 pousse d'ailleurs Pékin et Téhéran à approfondir leurs relations.

Lorsque commence la crise, qui devait aboutir à l'effondrement de la monarchie iranienne en janvier 1979, les responsables chinois semblent ne pas évaluer à sa juste mesure l'ampleur des événements qui secouent l'Iran. Malgré le contexte politique difficile, le président chinois Hua Guofeng, successeur de Mao Zedong, effectue ainsi une visite à Téhéran à la fin du mois d'août 1978 afin de discuter des intérêts communs des deux partenaires, notamment au regard de la situation afghane. Dans ses mémoires, le Shah interprètera cette rencontre avec Hua Guofeng, dernière visite qu'un chef de gouvernement lui rend dans sa capitale, comme un soutien de Pékin à sa politique<sup>10</sup>. Les autorités chinoises essaieront de soutenir le Shah, du moins moralement, en condamnant par exemple la manifestation de septembre 1978. Quelques mois plus tard, quand la révolution triomphe, les dirigeants chinois sont donc pris de court. Tout en reconnaissant les causes internes de la révolution, ils mettent aussi l'accent sur le rôle joué par la rivalité américano-soviétique dans les événements iraniens et surtout sur le rôle des Soviétiques dans le développement du processus révolutionnaire<sup>11</sup>. Dans ces conditions, et vu le soutien passé apporté par Pékin au régime du Shah, il n'y a rien d'étonnant à ce que la nouvelle République islamique, proclamée en février 1979, soit très réservée à l'égard de la Chine. L'établissement du nouveau régime constitue donc un important revers pour la politique étrangère chinoise.

Il faut attendre juillet 1979, soit cinq mois après l'établissement de la République

islamique, pour que les relations entre Pékin et le nouveau régime de Téhéran commencent à prendre une allure plus normale. La République populaire a en effet exprimé son désir de rétablir des relations amicales avec Téhéran alors que la République islamique, par une habile mise en scène, a de son côté dédouané Pékin de son soutien antérieur au régime du Shah, ce qui facilite la reprise des relations bilatérales<sup>12</sup>. Mais la crise des otages de l'ambassade américaine qui éclate à partir du 4 novembre 1979 complique ce processus. Pékin s'inquiète de l'anti-américanisme virulent du régime de Téhéran. Elle craint que Moscou ne tire profit de la dégradation des relations irano-américaines pour accroître son influence sur le nouveau régime. Prudente, la Chine conserve donc un profil bas dans la crise des otages et essaye de ménager à la fois ses relations avec les États-Unis et avec le régime islamique<sup>13</sup>. De même, inquiètes des conséquences de la politique américaine et d'un possible rapprochement entre le nouveau régime iranien et l'URSS, les autorités chinoises déploreront l'adoption par Washington de sanctions économiques à l'égard de Téhéran, ainsi que la tentative avortée de l'armée américaine pour libérer les otages détenus en Iran<sup>14</sup>. Plus tard, la République populaire s'abstiendra également de condamner la répression des communistes iraniens de tendances maoïstes entreprise par le nouveau régime islamique. En attendant, l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS puis le déclenchement de la guerre entre l'Iran et l'Irak en septembre 1980 vont offrir à la République islamique et à la République populaire une occasion de se rapprocher.

#### **LES ANNÉES 1980 : RAPPROCHEMENT ET DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION**

Après une période de stagnation, les rapports entre Téhéran et la République

populaire s'amplifient à partir de l'été 1982 à l'initiative, semble-t-il, de la République islamique, avec l'envoi en juillet d'une importante délégation à Pékin. Elle sera suivie par le déplacement du ministre iranien des Affaires étrangères dans la capitale chinoise en septembre 1983. Les échanges diplomatiques à haut niveau se multiplient ensuite. Outre l'importante visite de Hachémi Rafsandjani, alors président du Parlement, et d'une forte délégation iranienne à Pékin en juillet 1985, le ministre iranien des Affaires étrangères fera le déplacement dans la capitale chinoise en août 1988, bientôt suivi du président iranien Ali Khamene'i en mai 1989. La reprise de contacts diplomatiques à haut niveau entre les deux régimes s'explique par une série d'éléments, à commencer par le facteur soviétique qui joue un rôle non négligeable dans ce développement. Comme la République islamique, Pékin s'inquiète de l'invasion soviétique en Afghanistan. Cette dernière rapproche dangereusement Moscou du Golfe Persique et menace l'allié pakistanais de la Chine.

Outre ce facteur stratégique, le rapprochement est également facilité par l'adoption d'une nouvelle orientation idéologique par les deux régimes en place. Sous l'impulsion de l'ayatollah Khomeini, la République islamique entend se démarquer à la fois de l'URSS et des États-Unis (une politique symbolisée par le slogan « ni Est, ni Ouest »). Cette ligne politique trouve un écho à Pékin. En effet, au début des années 1980, la République populaire décide également de poursuivre une politique étrangère indépendante des deux superpuissances, plus pragmatique et plus active. Il s'agit pour Pékin de renforcer ses liens avec les États situés dans sa périphérie, afin de consolider sa sécurité, d'assurer un environnement régional favorable à son développement économique et d'étendre son influence régionale. La taille et l'importance stratégique de l'Iran, en font un partenaire

que Pékin peut difficilement négliger dans ce contexte. Malgré les différences idéologiques profondes des deux régimes, un rapprochement est donc possible.

De son côté, le régime iranien est également dangereusement isolé à ce moment sur la scène internationale. Téhéran est en effet en conflit avec les États-Unis depuis la crise des otages de novembre 1979, confronté à la présence militaire soviétique sur sa frontière orientale depuis l'invasion de l'Afghanistan en décembre 1979 et au soutien de Moscou au parti communiste iranien, et enfin victime d'une agression irakienne sur sa frontière occidentale depuis le mois de septembre 1980. Le développement de relations avec la République populaire apparaît dans ces conditions aux yeux de Téhéran comme un moyen de réduire quelque peu son isolement diplomatique dangereux pour sa sécurité, d'autant que les relations avec l'URSS se sont dégradées au début de 1983<sup>15</sup>. De plus, le développement de liens avec Pékin lui ouvre la possibilité de limiter la coopération qui existe entre la République populaire et l'Irak et aussi d'acquérir les équipements militaires qui lui font défaut face à l'armée irakienne. La République populaire apparaît en effet rapidement comme un fournisseur d'armes possible pour Téhéran, confronté à l'hostilité des Occidentaux et aux réticences soviétiques. Vu du côté chinois, les besoins en armement de la République islamique constituent une opportunité commerciale non négligeable dont Pékin va profiter<sup>16</sup>.

Dès 1982, Téhéran commence à bénéficier discrètement de ventes d'armements chinois. Dans les années 1984-1985, des quantités substantielles d'armes et d'équipements militaires chinois sont vendues à l'Iran via la Corée du Nord<sup>17</sup>. Les exportations chinoises d'armements en direction de la République islamique s'étendent progressivement au-delà des

armes conventionnelles pour inclure également une coopération dans le domaine des missiles balistiques, des missiles de croisière<sup>18</sup> et probablement dans les secteurs de l'armement chimique et biologique<sup>19</sup>. Dans les années 1990, les ventes d'armes chinoises à Téhéran ralentiront. Toutefois, selon le *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI), entre 1994 et 2004 Pékin reste néanmoins le second fournisseur d'armement conventionnel de l'Iran, loin cependant derrière la Fédération de Russie<sup>20</sup>. La République populaire continue aussi de fournir à la République islamique des technologies sensibles ainsi qu'une assistance scientifique dont l'ampleur est difficile à évaluer<sup>21</sup>. Cette assistance technique et scientifique chinoise, mise en place à partir du milieu de la décennie 1980, s'est ainsi prolongée jusqu'à présent. Elle a notamment permis à Téhéran d'accroître ses capacités de production militaire indigènes, particulièrement dans le secteur des missiles.

En plus de l'armement, à partir du milieu des années 1980, Téhéran et Pékin développent également une discrète coopération dans le domaine nucléaire. Face à l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak contre les troupes iraniennes, il semble que l'ayatollah Khomeini ait cherché à réactiver le programme nucléaire iranien lancé par le Shah et qu'il ait envisagé de doter la République islamique de l'arme nucléaire<sup>22</sup>. Mais Téhéran n'a pas la capacité de développer elle-même cette technologie et est en outre isolée sur la scène internationale. La République populaire apparaît donc à ce moment aux yeux du régime islamique iranien comme un fournisseur possible de savoir-faire et de technologies nucléaires. De leur côté, les autorités chinoises voient sans doute une occasion de tirer de nouveaux bénéfices économiques de leurs relations avec l'Iran. Étant donné cette conjonction d'intérêts, Pékin devient naturellement le

plus important fournisseur de technologies nucléaires de Téhéran dans les années 1980<sup>23</sup>.

Dès 1984, la République populaire aide le régime islamique à mettre en place un centre de recherche nucléaire à Ispahan. L'*Isfahan Nuclear Technology Center* sera inauguré en 1990. Pékin fournira à l'Iran divers équipements et plusieurs réacteurs de recherche, notamment en 1985 et 1991<sup>24</sup>. Des techniciens chinois assistent la République islamique dans le secteur de l'exploration et de l'exploitation minière de l'uranium mais aussi de la fabrication et du traitement du carburant nucléaire<sup>25</sup>. La République populaire forme également des techniciens iraniens spécialisés dans ces domaines en vertu de divers accords de coopération nucléaire signés entre les deux pays<sup>26</sup>. Elle aide Téhéran à mettre en place près d'Ispahan une usine destinée à produire de l'hexafluorure d'uranium (une coopération interrompue en 1997) et fournit de l'uranium à la République islamique. L'Iran a en effet révélé en 2003 qu'il avait importé de l'uranium chinois en 1991, sans le signaler à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)<sup>27</sup>. En février 1993, les deux pays signeront un accord pour la mise en place de deux réacteurs nucléaires de 300 mégawatts à Ahvaz. Cet accord sera cependant suspendu en septembre 1995 et annulé en 1997. Entre-temps, en mai 1996, la Chine s'engage auprès des États-Unis à n'assister aucun pays dans la mise en place d'installations nucléaires qui ne seraient pas contrôlées internationalement<sup>28</sup>. Sous la pression américaine, la coopération nucléaire sino-iranienne, de même que les ventes de missiles chinois à la République islamique, prennent officiellement fin en octobre 1997, au moment où le régime chinois donne des garanties écrites aux États-Unis<sup>29</sup>. Officiellement, cette coopération nucléaire sino-iranienne, mise en place à partir des années 1980, est cantonnée au domaine du nucléaire civil, conformément aux positions adoptées par

la République populaire en matière de non-prolifération nucléaire depuis le milieu des années 1980. Comme l'avait rappelé Li Peng, alors premier ministre, lors d'une visite à Téhéran en 1991, si la Chine « ne soutient pas, n'encourage pas ou ne s'engage pas dans la prolifération nucléaire [...] elle n'est pas opposée à la coopération internationale dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire »<sup>30</sup>.

Pourtant, le caractère dual de certaines technologies sème le doute. Étant donné le manque de transparence concernant le programme nucléaire iranien, ainsi que la dissimulation des autorités iraniennes face à l'AIEA entre 1985 et 2003--année où les agissements de Téhéran ont été exposés par des inspecteurs des Nations Unies--de nombreux analystes s'interrogent sur cette coopération et craignent qu'une partie de cette assistance chinoise ait pu être utilisée par Téhéran pour faciliter la réalisation d'un programme nucléaire militaire clandestin, dont l'objectif final est de lui permettre de se doter de l'arme nucléaire<sup>31</sup>. Cette hypothèse est rejetée catégoriquement par Pékin qui la qualifie, peut-être un peu vite, de « sans fondement ». On notera également que, malgré ses promesses et sa participation croissante au régime international de non-prolifération depuis le début de la décennie 1990 (accession au Traité de non-prolifération (TNP) nucléaire en mars 1992<sup>32</sup>, participation au Comité Zangger à partir de 1997<sup>33</sup>, renforcement des mesures nationales de contrôle des exportations de matériel nucléaire en septembre 1997, renforcement de la législation sur le contrôle des matériels à utilisation duale en 1998, adoption d'une nouvelle législation réglementant les exportations de matériels sensibles en 2002<sup>34</sup>, publication d'un livre blanc sur la non-prolifération en 2003<sup>35</sup>, adhésion en juin 2004 au *Nuclear Suppliers Group* (NSG)<sup>36</sup>, demande d'adhésion au régime de contrôle de la technologie des missiles (*Missile*

*Technology Control Regime*, MTCR) en septembre 2004<sup>37</sup>, etc.<sup>38</sup>), le régime chinois a également rencontré certaines difficultés en matière de transfert de technologies sensibles vers la République islamique<sup>39</sup>. Les États-Unis ont ainsi sanctionné à plusieurs reprises des firmes chinoises entre 1997 et 2005<sup>40</sup>, en raison de la poursuite de ventes de matériels sensibles à l'Iran dans le secteur des missiles. De même, en matière nucléaire, sept firmes chinoises ont encore été sanctionnées en janvier 2005 par le gouvernement américain pour avoir vendu des technologies nucléaires à Téhéran<sup>41</sup>.

La poursuite de ces relations entre l'Iran et la République populaire s'explique en grande partie par les intérêts économiques des sociétés chinoises désormais « privatisées ». Mais le doute subsiste dans l'esprit de certains observateurs quant à de possibles arrière-pensées chinoises en raison du fait que certaines de ces sociétés, comme la *Zhongguo Beifang gongye gongsi* (Norinco) ou la *Zhongguo jingmi jixie jinchukou gongsi* (*China Precision Machinery Import-Export Corporation*, CPMIEC), restent tout de même très proches des autorités chinoises et qu'en outre Pékin ne semble pas toujours avoir été très pressée de limiter ce type d'activités<sup>42</sup>. Quoi qu'il en soit, manque de volonté, corruption ou incapacité des autorités chinoises à contrôler les activités de leurs sociétés, vu du côté du régime iranien en tout cas, les liens avec la République populaire ont offert des bénéfices importants dans le domaine de l'armement et du nucléaire. Malgré les pressions américaines continues et les mesures adoptées par les autorités chinoises en matière de non-prolifération et de contrôle des exportations de matériels sensibles, l'Iran a semble-t-il réussi à maintenir des relations de proximité avec certains de ses fournisseurs chinois. Il pourrait ainsi continuer à bénéficier--peut-être à l'encontre du souhait des autorités

chinoises--de transferts de technologies dans des domaines sensibles<sup>43</sup>.

### **LE BOULEVERSEMENT GÉOPOLITIQUE DES ANNÉES 1990**

À la fin des années 1980 et au début des années 1990, les relations entre la République islamique et la République populaire franchissent une nouvelle étape. L'ayatollah Ali Khamene'i, alors président de la République islamique avant d'en devenir le Guide suprême, se rend dans la capitale chinoise en mai 1989, juste avant les événements du Printemps de Pékin. Cette visite, la première d'un chef d'État iranien depuis l'avènement de la révolution islamique, couronne l'essor des relations bilatérales dans la décennie 1980. Selon les observateurs occidentaux, à ce moment, la République populaire est devenue le sixième partenaire économique de l'Iran grâce notamment à ses ventes d'armes<sup>44</sup>.

Peu après cette visite, les relations entre la République populaire et les Occidentaux se tendent en raison des événements de Tian An Men de juin 1989. Cette dégradation des relations sino-occidentales ainsi que le contexte d'effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est inquiètent Pékin. Rapidement, la République populaire cherche à réduire son isolement sur la scène internationale. Les rencontres sino-iraniennes à haut niveau vont dès lors se multiplier au début de la décennie 1990. Après la visite historique du président iranien, le premier ministre chinois, Li Peng, se rend à son tour à Téhéran en juillet 1991, bientôt suivi par le président chinois Yang Shangkun en octobre de la même année. C'est à l'occasion de cette dernière visite que Pékin sera invitée par Téhéran à participer à la mise en place du métro de la capitale iranienne, un des plus importants projets économiques développés par Pékin en République islamique. La négociation d'un premier contrat estimé à 293 millions de dollars prendra cependant plusieurs années. Il ne

sera finalisé qu'en mars 1995 entre la *China International Trust and Investment Corporation* (CITIC) et la *Tehran Outskirts Subway Company* pour la mise en place des lignes numéros un et deux<sup>45</sup>. Plus tard, la coopération sino-iranienne dans ce domaine va s'accélérer. Enfin, le président Rafsandjani fait à son tour le déplacement dans la capitale chinoise en septembre 1992. À l'occasion de cette dernière visite, les deux pays signent un important accord portant sur la livraison à l'Iran de deux centrales nucléaires d'une puissance de 300 mégawatts. C'est cet accord qui sera gelé en 1995 et annulé en 1997.

Après cette période d'intenses échanges diplomatiques, les visites à haut niveau se raréfient pendant le reste des années 1990. Plusieurs facteurs expliquent ce relâchement relatif des contacts diplomatiques sino-iraniens pendant cette période. Le rapprochement sino-soviétique à partir de la fin des années 1980 puis le retrait soviétique d'Afghanistan en 1989 ont pour effet d'éliminer un important facteur d'entente entre les deux pays. La dissolution de l'URSS crée ensuite un nouvel environnement régional aux potentialités certes importantes mais dont l'équilibre est incertain. Dans ce contexte, Pékin s'inquiète des ambitions régionales de l'Iran en Asie centrale. Certains auteurs chinois mettent ainsi en garde contre l'offensive diplomatique lancée par Téhéran en direction des républiques centre-asiatiques<sup>46</sup>. Selon eux, l'objectif iranien serait d'établir une sphère d'influence islamique regroupant l'Asie centrale et le Moyen-Orient, une ambition que les autorités chinoises peuvent difficilement avaliser étant donné la menace qu'un tel ensemble pourrait faire peser sur sa région autonome du Xinjiang, peuplée de Ouïgours (turcophones de confession musulmane). Le projet plus modeste évoqué par le ministre des Affaires étrangères de la République islamique en juin 1993, concernant la

possibilité de mettre en place un ensemble persanophone s'étendant de l'Iran à l'ouest de la Chine via le Tadjikistan et le nord de l'Afghanistan<sup>47</sup>, ne semble pas non plus avoir rencontré un écho très favorable à Pékin. De même, le soutien iranien aux « islamo-démocrates » tadjikes au début de la guerre civile ne sera guère apprécié par les autorités chinoises. En Afghanistan, Pékin et Téhéran n'ont pas non plus la même opinion à propos des Talibans. Après 1998, ces derniers sont considérés à Pékin comme un mouvement avec lequel il est possible de trouver des accommodements, une position inacceptable pour Téhéran, étant donné le caractère anti-chi'ite de ce mouvement<sup>48</sup>. Vu du côté iranien, au grand déplaisir de Téhéran, Pékin va sacrifier certains de ses engagements à ses relations avec les États-Unis. Suite aux pressions américaines, la République populaire renoncera à livrer les centrales nucléaires commandées par Téhéran en 1992. En 1997, Pékin mettra également officiellement fin à ses ventes de missiles et à sa coopération nucléaire avec l'Iran pour préserver ses relations avec les États-Unis, ce que le régime iranien ne peut bien entendu que regretter. Cet ensemble de facteurs contribue ainsi à éloigner quelque peu les deux États.

Pendant cette période, Téhéran et Pékin renforcent néanmoins leurs relations énergétiques et économiques. Dans le domaine pétrolier, en raison de son développement économique et de la stagnation de sa production pétrolière interne, la République populaire de Chine est devenue dès 1993 importateur net de produits pétroliers et en 1996 importateur net de pétrole brut. À partir de ce moment, ses besoins en hydrocarbures n'ont pas cessé de croître. C'est dans ce contexte que des relations pétrolières se sont mises en place entre les deux pays. Alors qu'au début des années 1990, les importations pétrolières chinoises provenaient essentiellement d'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Papouasie Nouvelle

Guinée) et de certains pays du Golfe Persique (Oman, Yémen) en raison de la similarité du pétrole produit dans ces pays avec les productions chinoises, la place de l'Iran comme fournisseur pétrolier de la République populaire va progressivement se renforcer pendant la décennie 1990. En 1991, les exportations pétrolières iraniennes en direction de la Chine s'élèvent à peine à 0,05 million de tonnes (Mt) de pétrole brut. Elles atteindront 3,95 Mt en 1999<sup>49</sup>, Téhéran devenant ainsi au tournant de la décennie un des plus importants fournisseurs pétroliers de Pékin.

Dans le domaine économique, la fin de l'URSS et la naissance de cinq républiques indépendantes en Asie centrale offrent également de nouvelles possibilités à la Chine et à l'Iran. Une liaison directe par voie terrestre entre les deux pays peut désormais être envisagée via l'ex-Asie centrale soviétique. Cette possibilité intéresse d'autant plus Pékin qu'elle a décidé en 1985 d'ouvrir la région autonome ouïgoure du Xinjiang sur le monde extérieur--notamment sur l'Asie centrale et le Moyen-Orient--et qu'elle a accentué cette politique d'ouverture économique à partir de 1992. Du côté iranien, les autorités commencent également à se rendre compte de cette potentialité et de la nécessité, pour en tirer profit, d'investir dans la mise en place d'infrastructures de communication. Ce type de projets demande cependant des investissements conséquents et du temps.

Une première avancée est réalisée en 1996 avec l'ouverture d'une ligne de chemin de fer de 250 kilomètres (km) reliant la ville de Mashhad au nord-est de l'Iran à la ville de Sarakhs située à la frontière du Turkménistan. Cette nouvelle ligne permet d'interconnecter les réseaux ferroviaires iraniens et centre-asiatiques. Avec l'entrée en service en mai 1996 de ce tronçon Mashhad-Sarakhs-Tejen, des marchandises chinoises peuvent désormais

théoriquement circuler depuis le territoire de la République populaire jusqu'en Iran et potentiellement jusqu'au Golfe Persique, via les infrastructures mises en place par la Chine dans la région du Xinjiang et les chemins de fer de l'Asie centrale ex-soviétique<sup>50</sup>. Cette possibilité, aux importantes potentialités commerciales pour Pékin et Téhéran, reste cependant sous-exploitée en raison de nombreuses difficultés rencontrées sur le terrain, notamment en Asie centrale<sup>51</sup>. Selon les statistiques du Fonds monétaire international (FMI), le commerce bilatéral entre les deux pays atteindra néanmoins en 1999, 1 348 milliards de dollars (663 millions de dollars d'exportations chinoises vers l'Iran et 685 millions de dollars d'importations iraniennes vers la Chine)<sup>52</sup>, ce qui représente un peu moins de quatre pour cent du commerce total de la République islamique<sup>53</sup>. Les produits principaux que Pékin exporte vers l'Iran à ce moment sont les appareils électriques et mécaniques ainsi que les produits chimiques. Elle importe principalement d'Iran du pétrole brut, mais aussi des minerais de chrome, du coton brut, du caoutchouc synthétique et des produits alimentaires comme les raisins secs et les pistaches<sup>54</sup>.

Malgré les lenteurs et les obstacles, la République populaire et la République islamique continuent de travailler au renforcement des infrastructures de transport et de communication. Dans le cadre de sa politique de développement du « Grand Ouest » (*Xibu Dakaiifa*) lancée depuis 2000, Pékin a ainsi mis l'accent sur le renforcement de ses infrastructures de transports, notamment au Xinjiang et en direction de l'Asie centrale<sup>55</sup>. De son côté, Téhéran a également développé son réseau ferroviaire interne. En moyenne, 500 km de nouvelles voies ferrées ont ainsi été construites en Iran depuis l'année 2000<sup>56</sup>. Une importante ligne ferroviaire reliant Mashhad et Bafgh (1 000 km), inaugurée en mai 2005, complète désormais la ligne

Tejen-Sarakhs-Mashhad et permet d'envisager un transport plus rapide (900 km en moins) pour les marchandises traversant le territoire iranien en direction de l'océan Indien. Pékin et Téhéran ont également poursuivi leurs consultations dans le domaine des transports. La République islamique s'intéresse ainsi à la possibilité de développer le réseau routier entre son territoire et la Chine via l'Afghanistan et le Tadjikistan<sup>57</sup>. Parallèlement, à l'occasion de la visite en Chine du ministre iranien des Transports, Ahmad Khorram, en novembre 2003, le régime iranien a proposé à son partenaire chinois la mise en place d'un chemin de fer entre leurs deux territoires via l'Afghanistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan<sup>58</sup>. Téhéran a par ailleurs annoncé en novembre 2004 qu'elle allait investir deux milliards de dollars pour renforcer les infrastructures de transports reliant son territoire à l'Afghanistan<sup>59</sup>. Pékin, dont les compagnies sont actives dans le secteur afghan des infrastructures de communications, notamment dans la construction des axes routiers majeurs du pays<sup>60</sup>, a de son côté proposé au début 2005 la création d'un groupe commun, réunissant la République islamique et l'Afghanistan, pour étudier la possibilité de relier dans l'avenir le réseau ferroviaire iranien au territoire chinois<sup>61</sup>. Dans le cadre de la reconstruction de l'Afghanistan, la République populaire insiste également sur la priorité qui doit être donnée selon elle au renforcement des voies de transport entre l'Afghanistan et ses voisins<sup>62</sup>. La construction d'infrastructures ferroviaires et routières pourrait faciliter et stimuler les échanges entre la République islamique et la République populaire, voire créer une nouvelle dynamique régionale. Il faut cependant rester prudent quant à ces perspectives car les difficultés à surmonter sont nombreuses dans ce domaine, à commencer par la question du financement de ces infrastructures. Les problèmes rencontrés en Asie centrale dans le secteur

des transports et du transit de marchandises, mais aussi l'insécurité persistante en Afghanistan, invitent également à la circonspection<sup>63</sup>.

## LE TOURNANT DE 2000

Au début de l'année 2000, on assiste à une nouvelle phase de rapprochement entre les régimes chinois et iranien. Ce phénomène s'explique par les inquiétudes de la République populaire face au contexte international marqué par l'intervention militaire de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) au Kosovo, considérée par Pékin comme une démonstration des tendances hégémoniques de la politique étrangère des États-Unis. Pékin, qui semble craindre que ce type d'intervention humanitaire ne puisse être utilisé un jour contre elle--au regard de la situation du Tibet ou du Xinjiang par exemple--décide en effet de lancer une offensive diplomatique destinée à contrebalancer l'influence américaine sur la scène internationale. Téhéran apparaît dans ce contexte comme un partenaire naturel face à Washington. Cette relance des relations bilatérales est bien accueillie par le régime iranien, dirigé depuis son élection en 1997 par le « réformiste » Mohammad Khatami. Téhéran, soumise à une politique de sanctions américaines depuis 1979--politique renforcée par l'administration Clinton en 1995 et 1996<sup>64</sup>--y voit l'occasion d'élargir sa marge de manœuvre diplomatique grâce au soutien chinois et d'engranger également des bénéfices économiques.

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Tang Jiaxuan se rend dans la capitale iranienne en février 2000 à l'occasion de l'inauguration de la première branche du métro de Téhéran construit par des compagnies chinoises<sup>65</sup>. Au cours de cette visite, il s'entretient des possibilités de renforcement de la coopération bilatérale avec de nombreux hauts dirigeants iraniens, dont le ministre du

Pétrole et le président Khatami, qu'il invite par ailleurs officiellement à venir en République populaire. À cette occasion, les ministres chinois et iranien des Affaires étrangères s'accordent pour mettre en place un mécanisme régulier de consultations politiques entre leurs deux pays, inaugurant ainsi un nouveau stade des relations bilatérales. Ces consultations se multiplient semble-t-il rapidement puisque, dès le mois de mai suivant, le vice-ministre iranien des Affaires étrangères en charge de la zone Asie Pacifique se rend à Pékin pour y rencontrer le ministre chinois des Affaires étrangères. Cette visite est suivie par celle qu'effectue le président iranien Khatami en juin, à l'invitation du président Jiang Zemin<sup>66</sup>. L'importance numérique de la délégation iranienne démontre l'intérêt que le régime islamique porte à ce déplacement en République populaire. Le président Khatami est accompagné de plusieurs dizaines de personnes, dont le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Défense, le ministre des Mines et des métaux, le ministre de la Culture et un certain nombre de parlementaires<sup>67</sup>. Comme la composition de la délégation le laisse supposer, les objectifs de cette visite de cinq jours sont à la fois politiques, économiques, culturels et peut-être militaires, bien que les deux parties soient très discrètes sur ce point.

Sur le plan politique, les deux pays partagent un certain nombre d'intérêts communs en matière de sécurité. Ces derniers sont discutés à l'occasion des entretiens entre Khatami et Jiang Zemin. Ils sont repris dans la déclaration conjointe signée à l'issue du déplacement du président iranien. Téhéran et Pékin s'accordent par exemple sur la condamnation du terrorisme sous toutes ses formes et s'inquiètent du trafic illicite de la drogue, dont une partie importante provient d'Afghanistan. Mais le plus intéressant concerne leur position commune sur certains aspects de la

politique étrangère américaine. Pékin et Téhéran condamnent en effet les interventions humanitaires et le droit d'ingérence, les tendances hégémoniques de Washington ainsi que ses interférences dans la région du Golfe Persique<sup>68</sup>. Les deux présidents souligneront que la sécurité et la stabilité de cette zone devraient être sauvegardées par les pays de la région, en-dehors de toute interférence extérieure<sup>69</sup>. La République populaire et la République islamique mettent également en avant le rôle des Nations Unies dans le maintien de la paix et de la sécurité internationale, et se déclarent en faveur d'un monde « multipolaire »<sup>70</sup>. Du côté chinois, la visite de la délégation iranienne est aussi mise à profit par Pékin pour promouvoir son image dans le monde musulman et contrer les critiques, notamment occidentales, concernant sa politique à l'égard des minorités ethniques musulmanes, dont les Ouïgours--qui sont des turcophones sunnites--de la région autonome du Xinjiang. Le président Khatami rencontre ainsi les représentants de l'Association islamique de Chine et de l'Association islamique du Xinjiang, et visite la célèbre mosquée de Niujie à Pékin, avant de se rendre dans la région autonome du Xinjiang, successivement à Urumqi, la capitale provinciale, puis à la grande mosquée de Kachgar. Par sa présence, il cautionne ainsi la politique menée par le régime chinois à l'égard des musulmans en général et des allogènes turcophones Ouïgours en particulier.

Dans le domaine militaire, le ministre de la Défense iranien rencontre son homologue chinois en tête-à-tête. On ignore la nature exacte de leur entretien. Le ministre chinois de la Défense, Chi Haotian, indiquera à l'issue de ces discussions que l'opposition commune de l'Iran et de la Chine à la « politique de puissance » et à l'« hégémonie » crée une base de coopération entre les deux pays<sup>71</sup>, alors que le ministre iranien de la Défense décrira en décembre 2000 la visite du

président Khatami en Chine comme un « tournant »--sans toutefois en préciser la nature exacte--dans les relations sino-iraniennes<sup>72</sup>. Les discussions sino-iraniennes semblent donc avoir été fructueuses sans que l'on puisse pourtant y voir l'amorce d'une quelconque alliance militaire entre les deux pays. Après cette rencontre, une délégation menée par Liu Jibin, le président de la Commission des sciences, des techniques et de l'industrie pour la défense nationale (COSTIND<sup>73</sup>), se rendra dans la capitale iranienne en décembre 2000. Les deux pays exprimeront à cette occasion leur intention de poursuivre leur coopération dans le domaine de l'industrie de la défense et d'augmenter le niveau des échanges scientifiques et éducatifs dans ce secteur<sup>74</sup>. Le niveau de coopération bilatérale dans le domaine militaire, s'il n'est pas négligeable, reste toutefois relativement modeste. Il sera néanmoins maintenu dans la période post-11 septembre. Le commandant de la force de mobilisation des Gardiens de la révolution s'est par exemple rendu à Pékin en octobre 2003 et en novembre 2004, et l'Iran et la Chine ont signé un protocole d'accord portant sur le renforcement de la coopération dans le secteur des technologies de l'aérospatiale et des satellites--une technologie duale qui pourrait, selon certains observateurs, être employée dans le cadre du programme iranien de développement de missiles à longue portée<sup>75</sup>.

Sur le plan économique, la visite du président Khatami à Pékin a aussi ouvert un nouveau chapitre des relations bilatérales sino-iraniennes. Au cours de ses entretiens avec Khatami, Jiang Zemin a indiqué que la Chine considérait l'Iran comme un partenaire commercial de première importance dans le Golfe Persique, ajoutant que les deux pays partageaient une complémentarité forte dans les domaines économiques et commerciaux. L'Iran dispose en effet de matières premières--dont les hydrocarbures

et les ressources minérales--utiles pour alimenter le développement économique de la Chine, alors que Pékin peut fournir à Téhéran les biens de consommation et d'équipement qui font défaut à l'Iran. Du côté iranien, le voyage de Khatami donne l'occasion à certains de vanter le « modèle chinois » de développement économique, jugé plus efficace que le « modèle iranien ». À travers la presse officielle, des commentateurs appelleront ainsi les autorités iraniennes à s'en inspirer, non seulement dans le domaine économique mais aussi en matière de régulation des naissances<sup>76</sup>. Lors de son déplacement, le président iranien, qui reconnaît également la forte complémentarité économique entre les deux pays, invite pour sa part les entrepreneurs chinois à explorer le marché iranien<sup>77</sup>. Lors de son séjour au Xinjiang, il manifesterait également l'intérêt de l'Iran pour le développement de liens économiques avec cette région<sup>78</sup>. La déclaration commune sino-iranienne du 22 juin 2000 traduit l'intérêt partagé des deux pays dans le domaine économique. Elle stipule que la Chine et l'Iran se sont accordés pour renforcer leur coopération dans les domaines de l'énergie, du transport, des télécommunications, de la banque, de la science et de la technologie, de l'industrie, du tourisme, de l'agriculture et autres domaines. Malgré la politique de sanctions de l'administration Clinton, destinée à empêcher les investissements américains et étrangers dans le secteur iranien des hydrocarbures, les deux gouvernements encouragent également leurs compagnies à explorer les possibilités de coopération dans les domaines stratégiques pour les deux pays du pétrole et du gaz naturel<sup>79</sup>.

Cette déclaration d'intention n'est pas purement rhétorique. Elle est suivie d'effets puisqu'en janvier 2001, en dépit du risque de sanctions américaines, la compagnie pétrolière chinoise Sinopec signe un contrat avec la Compagnie nationale du pétrole iranien (*National*

*Iranian Oil Company*, NIOC) pour l'exploration conjointe d'une zone pétrolifère située dans la région de Kashan<sup>80</sup>. Le président de Sinopec indique à cette occasion son intérêt pour une coopération à long terme avec son partenaire iranien dans les domaines de l'exploration, de la production, du raffinage et de la commercialisation du pétrole<sup>81</sup>. La compagnie chinoise et la NIOC concluent également un autre contrat pour la modernisation et l'expansion par Sinopec des raffineries de Tabriz et de Téhéran, ainsi que des installations du port caspien de Neka, afin d'accroître les possibilités de *swap* (« échange ») entre l'Iran et les producteurs de la Caspienne<sup>82</sup>. Malgré son ampleur limitée et ses débuts prudents, cette coopération dans le domaine stratégique des hydrocarbures constitue néanmoins un signe de l'intérêt grandissant de Pékin pour les ressources énergétiques de l'Iran. Elle va contribuer à rapprocher davantage les deux pays.

En plus de la déclaration conjointe sino-iranienne, cinq accords portant sur la promotion et la protection des investissements et la coopération dans les domaines de l'énergie, du tourisme, des minéraux et de l'industrie métallurgique, sont également signés à l'occasion de la visite du président iranien. Quelques mois plus tard, en janvier 2001, une délégation menée par Hu Jintao, alors vice-président de la République populaire, et composée notamment du vice-ministre des Affaires étrangères, du vice-ministre responsable de la Commission du plan et du vice-ministre du Commerce extérieur et de la coopération économique, se rendra à Téhéran pour examiner les moyens de mettre en œuvre plus rapidement cette coopération politique et économique discutée lors de la visite du président Khatami<sup>83</sup>. Hu Jintao loue à cette occasion la visite du président iranien en Chine, affirmant qu'elle a bâti la « fondation d'une coopération stable et à long terme

entre les deux pays pour le nouveau siècle »<sup>84</sup>. Le vice-président chinois déclare également que le renforcement de la coopération avec Téhéran est une « constante de la politique de la République populaire »<sup>85</sup>. Peu après, en février 2001, Pékin réitère cette position par la voix de Li Peng à l'occasion de la visite à Pékin d'une délégation parlementaire iranienne<sup>86</sup>.

## LA PÉRIODE POST-11 SEPTEMBRE

Les attentats de septembre 2001, le lancement de la guerre contre le terrorisme, la relance des relations sino-américaines dans le cadre de cette guerre, puis, en janvier 2002, la désignation par George W. Bush de l'Iran comme un des trois États membres de l'« axe du mal », la guerre contre l'Irak en mars 2003 et l'élection, en juin 2005, de l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad à la présidence de la République islamique, n'ont pas remis en cause l'essor des relations sino-iraniennes constaté depuis 2000. Au contraire, la période post-11 septembre est marquée par la poursuite du rapprochement entre les deux pays.

Ce phénomène s'explique par une série de facteurs, à commencer par le renforcement des intérêts pétroliers de Pékin en Iran. Dans le domaine pétrolier, les volumes d'importations originaires d'Iran se sont accrus depuis le milieu des années 1990 avec une nouvelle accélération dans la période post-11 septembre. Estimées à un million de tonnes en 1993, les exportations iraniennes de pétrole à destination de la Chine ont ainsi atteint en 2003 plus de 13 Mt, soit 13,6 pour cent des importations pétrolières globales de la République populaire. Cette croissance, surtout perceptible après 1996, est liée notamment à l'action de la compagnie chinoise Sinopec, le plus grand raffineur de Chine, qui a modernisé une partie de ses

installations situées à l'est et au sud du territoire chinois pour leur permettre de traiter des bruts riches en soufre du Moyen-Orient, dont des bruts iraniens. Téhéran occupe désormais la première ou la seconde place parmi les fournisseurs pétroliers de Pékin. La République populaire est pour sa part devenue le second marché en importance pour le pétrole iranien, derrière le Japon, avec 10,4 pour cent du total des exportations iraniennes de brut en 2003, contre 22,4 pour cent pour Tokyo.

Conscient des avantages que l'essor de ces relations pétrolières avec la Chine lui offre en termes de rentrées financières--les revenus pétroliers assurent une bonne part du budget de l'État iranien--et de soutien politique, le régime islamique a décidé de les intensifier. Il a ainsi déclaré en novembre 2004, par la voix de son ministre du Pétrole, qu'il entendait faire de Pékin son premier client avant le Japon<sup>87</sup>. C'est donc pour resserrer les liens avec la Chine qu'un mois plus tôt, en octobre 2004, la société chinoise Sinopec a été invitée par les autorités iraniennes à préparer un programme-cadre pour le développement du gisement iranien géant de Yadavaran<sup>88</sup>. Ce champ pourrait produire jusqu'à 300 000 barils/jour (b/j) de pétrole, ainsi que du gaz naturel. En échange de sa participation majoritaire (51 pour cent) dans ce champ, Sinopec se serait engagée à acheter 10 Mt de gaz naturel liquéfié (GNL) iranien par an pendant 25 ans<sup>89</sup>. Ce contrat, estimé entre 70 et 100 milliards de dollars, est le plus important signé par l'Iran depuis 1996. Dans le cadre de cet accord, la NIOC s'est par ailleurs engagée à exporter vers la République populaire 150 000 b/j de pétrole brut par an, une fois que Sinopec aura développé le champ de Yadavaran<sup>90</sup>. Outre Sinopec, selon la presse chinoise, d'autres sociétés chinoises spécialisées dans le domaine de l'énergie, comme la *China National Petroleum Corporation* (CNPC), la Sinochem, la *China National Offshore Oil Corporation* (CNOOC),

Zhuhai Zhengrong et le Citic Group, envisageaient également à ce moment d'investir dans le secteur iranien des hydrocarbures, en partenariat avec des compagnies locales, ainsi que dans le secteur du raffinage et de la pétrochimie<sup>91</sup>. Même si le projet concernant Yadavaran n'a guère avancé depuis 2004, Pékin n'a pas abandonné l'idée de le mettre en œuvre, malgré le contexte international difficile en raison des tensions croissantes autour de la question du programme nucléaire iranien.

La nécessité d'assurer son approvisionnement énergétique pour alimenter sa croissance économique, désormais seule base de la légitimité pour le Parti communiste chinois, a en effet pris une importance majeure aux yeux de Pékin. Une délégation chinoise s'est rendue à Téhéran pour discuter du projet de Yadavaran en décembre 2005<sup>92</sup>. Les deux parties ont décidé à cette occasion de mettre en place trois groupes de travail pour négocier des accords définitifs concernant le développement du gisement de Yadavaran, les livraisons de gaz naturel liquéfié à la Chine et des projets pétrochimiques en Iran, auxquels Pékin pourrait être invitée à participer<sup>93</sup>. En février 2006, certains médias annonçaient par ailleurs que Pékin et Téhéran étaient sur le point de finaliser le contrat concernant Yadavaran. Peut-être Pékin essaye-t-elle de profiter du contexte international de pressions croissantes sur la République islamique pour négocier aux meilleures conditions cet accord. Certains observateurs pensent également que la Chine envoie parallèlement un message aux Occidentaux--notamment aux Américains--destiné à leur montrer que d'éventuelles sanctions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations Unies contre l'Iran ne devraient pas concerner le secteur pétrolier iranien, où ses intérêts sont importants<sup>94</sup>. De son côté, Téhéran, qui essaye de diviser les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies pour

éviter l'adoption de sanctions contre elle, instrumentalise bien évidemment les intérêts pétroliers chinois. Certains en Iran interprètent d'ailleurs l'empressement de Pékin à conclure cet accord comme un signe de l'innocuité des menaces occidentales à l'égard de la République islamique dans le dossier nucléaire<sup>95</sup>, une interprétation peut-être imprudente.

On relèvera de manière générale que les intérêts pétroliers de Pékin en Iran auront, dans le contexte de la crise nucléaire iranienne, des conséquences importantes, puisqu'ils risquent de limiter fortement les possibilités de pressions de la communauté internationale en écartant le secteur pétrolier du domaine d'application des sanctions éventuellement décidées par le Conseil de sécurité. Dans ces conditions, le régime islamique continuera pour sa part à bénéficier de sa plus importante source de revenus. En outre, les investissements chinois dans le secteur des hydrocarbures, s'ils se matérialisent finalement, pourraient avoir pour conséquences non seulement d'affaiblir considérablement la politique unilatérale de sanctions économiques menées par les États-Unis à l'encontre du régime de Téhéran mais aussi d'inciter d'autres acteurs internationaux (notamment les compagnies européennes, japonaises, russes et indiennes) à pénétrer également plus avant le secteur iranien des hydrocarbures. Le plus grand bénéficiaire de ces investissements sera finalement la République islamique, qui n'a pas les moyens de les réaliser lui-même. Elle pourra ainsi tirer des revenus supplémentaires des quantités de pétrole mises sur le marché et renforcer sa puissance et son influence régionales.

La croissance des exportations pétrolières iraniennes en direction du marché chinois a également dopé les chiffres du commerce bilatéral sino-iranien. Alors qu'en 1999, les échanges bilatéraux s'élevaient à 1,3 milliards de dollars, ils sont passés à 3,3 milliards de dollars en 2001, 3,74 milliards

de dollars en 2002, 5,6 milliards de dollars en 2003<sup>96</sup>, 7 milliards de dollars en 2004<sup>97</sup> et 9,5 milliards de dollars en 2005. Les exportations pétrolières représentent environ la moitié de ces échanges. Cependant, les relations économiques sino-iraniennes ont été progressivement étendues au-delà du pétrole. Elles couvrent désormais un plus large éventail. Plus de 100 sociétés chinoises sont actives en Iran dans le secteur des infrastructures (développement de ports, constructions de jetées, de barrages, d'aéroports, etc.), le secteur des mines, la construction de bâtiments, les aciéries, la construction navale, les transports, etc. Ces activités ont transformé la Chine, un des plus importants investisseurs étrangers en République islamique. Pékin est également devenue un fournisseur de technologies et de savoir-faire pour le secteur pétrolier iranien. Ainsi, fin janvier 2006, une compagnie chinoise, la *China Oilfield Services Ltd.* (COS) a conclu un accord dans le domaine pétrolier avec la *North Drilling Company* (NDC) en Iran. Les apports technologiques chinois devraient permettre à cette compagnie iranienne d'entreprendre des campagnes d'exploration en mer dans le sud de la Caspienne<sup>98</sup>. Parallèlement, des compagnies iraniennes explorent également le marché chinois. Le constructeur automobile iranien Khodro a ainsi signé un contrat avec la Chine pour la mise en place d'une entreprise commune dans le secteur de la construction automobile. L'investissement initial est estimé à 60 millions de dollars<sup>99</sup>. Comme le développement de ces liens économiques consolide parallèlement les relations politiques entre les deux pays, Téhéran favorise particulièrement les compagnies chinoises. Elle a ainsi attribué en mai 2004 la mise en place d'une nouvelle ligne de métro à la firme chinoise Norinco pour un montant de 836 millions de dollars<sup>100</sup>. Elle a également attribué à une compagnie chinoise un contrat d'environ un milliard de dollars pour la

construction d'une usine d'aluminium dans la région de Bandar Abbas<sup>101</sup> et s'intéresse à l'achat d'avions en Chine<sup>102</sup>.

Outre leur aspect politique, ces relations commerciales sont bien entendu importantes sur le plan économique pour Téhéran. La République populaire représente ainsi en 2004 environ dix pour cent du total du commerce extérieur iranien. Le marché iranien et ses 68 millions de consommateurs ne sont pas non plus négligeables pour Pékin. Cette dernière y bénéficie en effet de conditions économiques très favorables puisque la concurrence des firmes occidentales y est faible et qu'en outre Téhéran favorise ses compagnies pour cimenter les relations politiques bilatérales. L'Iran serait ainsi le marché étranger le plus important pour la Chine en terme de grands projets et d'exportation de main-d'œuvre. Environ 120 projets impliquant des sociétés chinoises, pour un total de 6 milliards de dollars, sont actuellement en cours en Iran, alors que des centaines d'autres, portant sur des dizaines de milliards de dollars, seraient en discussion<sup>103</sup>. L'importance des relations économiques entre les deux pays est par ailleurs partiellement sous-évaluée puisqu'une partie des exportations chinoises en direction du marché iranien échappe aux statistiques officielles de Téhéran. Des quantités substantielles de marchandises chinoises destinées *in fine* à l'Iran transitent en effet par Dubaï avant d'être ensuite réexportées vers le territoire iranien<sup>104</sup>. La République populaire est ainsi le premier partenaire commercial de Dubaï, alors que l'Iran est le premier marché de réexportation de ce dernier.

Ceci dit, les échanges avec l'Iran ne jouent qu'un rôle mineur dans le commerce extérieur chinois, sans rapport avec les volumes d'échanges qui lient la Chine et l'Union européenne (174 milliards d'euros en 2004), la Chine et les États-Unis (170 milliards de dollars en 2004) ou la Chine et le Japon (168 milliards de dollars en 2004).

D'un point de vue commercial, Pékin est aujourd'hui plus important pour Téhéran que Téhéran ne l'est pour Pékin. Pour l'avenir, l'accroissement des exportations d'hydrocarbures iraniens vers le marché chinois pourrait pourtant accroître l'importance. Au-delà de ces intérêts pétroliers et économiques, l'unité de vue que partagent les deux pays sur l'idée d'un monde multipolaire, leur rejet de l'unilatéralisme de ce pays pour la République populaire, ce qui en retour augmenterait la capacité du régime iranien à obtenir le soutien et la coopération de la Chine, non seulement en matière diplomatique mais aussi peut-être dans des domaines sensibles (le secteur militaire par exemple). Pour alimenter les besoins de son économie, la République populaire devrait aussi s'intéresser de manière croissante aux ressources minérales de l'Iran (au cuivre par exemple, dont ce pays possède les secondes réserves en Asie derrière celles de l'Indonésie), créant ainsi de nouvelles aires de coopération économique et renforçant le rôle de Téhéran comme fournisseur de matières premières pour le marché chinois. La multiplication des échanges avec Pékin devrait permettre au régime islamique de Téhéran d'améliorer la situation économique du pays et de renforcer ses moyens d'actions grâce notamment à la rente pétrolière. Enfin, le « modèle chinois » de développement économique, qui combine croissance économique et absence de réformes politiques, fait l'objet de l'attention du régime iranien, qui cherche à s'en inspirer pour accélérer la modernisation de son économie, qui en a un très grand besoin<sup>105</sup>.

Au-delà de ces intérêts pétroliers et économiques, l'unité de vue que partagent les deux pays sur l'idée d'un monde multipolaire, leur rejet de l'unilatéralisme américain et leurs craintes géopolitiques face aux États-Unis constituent autant de facteurs supplémentaires de rapprochement. Tant Pékin que Téhéran se

méfient de la pénétration militaire américaine et de l'OTAN en Afghanistan et en Asie centrale dans le cadre de la guerre contre le terrorisme. Ce déploiement, même s'il est en priorité tourné contre le réseau ben Laden, est en effet perçu comme une menace potentielle pour la sécurité des deux pays, car il contribue à renforcer leur encerclement militaire par les États-Unis. Ce contexte les a donc invité à poursuivre leur rapprochement dans la période post-11 septembre. En mars 2002, s'est ainsi tenue à Téhéran la 11<sup>ème</sup> rencontre de la commission économique conjointe sino-iraniennne. Des experts des deux parties y ont examiné les possibilités de coopération dans les domaines économiques, politiques et scientifiques. Cette réunion s'est doublée de la visite dans la capitale iranienne de Wu Yi, membre du Conseil des affaires de l'État, venue participer à l'inauguration d'une nouvelle branche du métro de Téhéran, mise en place par des compagnies chinoises. Cette dernière en a profité pour réaffirmer les liens de la République populaire avec Téhéran dans le contexte des déclarations du président américain concernant l'« axe du mal »<sup>106</sup>, une qualification rejetée par Pékin<sup>107</sup>. Selon ces déclarations, la Chine entend poursuivre ses consultations politiques avec l'Iran en ce qui concerne la campagne contre le terrorisme, la nouvelle situation de l'Afghanistan et la promotion d'un nouvel ordre mondial basé sur le respect mutuel. Pékin envisage également d'amplifier le niveau de la coopération culturelle, scientifique, économique et technique avec Téhéran, et est également intéressée par une coopération dans le domaine de l'énergie, de l'industrie pétrochimique et de la construction<sup>108</sup>. Lors de ses rencontres avec les dirigeants iraniens, Wu Yi souligne l'opposition de la Chine à l'imposition de la volonté des grandes puissances sur d'autres nations et rappelle le rôle régional important joué par l'Iran. Cette dernière idée est reprise et explicitée un mois plus tard par Li Peng. Il

déclare à une délégation parlementaire iranienne en visite en Chine que l'Iran joue un rôle régional essentiel en sauvegardant la paix et la sécurité au Moyen-Orient et dans la région du Golfe<sup>109</sup>.

La République populaire reconnaît donc un rôle régional stabilisateur majeur à l'Iran, contrairement aux Américains qui accusent Téhéran de soutenir le terrorisme international et de s'opposer au processus de paix israélo-palestinien. La visite du président chinois Jiang Zemin en Iran en avril 2002 conforte les relations sino-iraniennes et offre l'occasion aux deux pays de confronter leur position sur une série de questions. Sont ainsi abordées la situation du Golfe, de l'Irak, de l'Asie centrale, le conflit israélo-palestinien et la reconstruction de l'Afghanistan<sup>110</sup>. Au cours de ce déplacement, le président chinois dénonce l'idée de l'installation de bases militaires américaines permanentes en Asie centrale<sup>111</sup>, une position que partage les autorités iraniennes. À l'issue de cette visite, les deux parties afficheront leur satisfaction car, selon Jiang Zemin, leurs vues concordent sur de nombreux problèmes régionaux et internationaux. Le président chinois déclare en outre que la Chine est prête à intensifier sa coordination et sa coopération avec l'Iran dans les affaires régionales et internationales. Son homologue iranien soulignera pour sa part que l'Iran attache une grande importance au rôle croissant de la République populaire dans les affaires régionales et internationales<sup>112</sup>. Pékin est en effet perçue à Téhéran comme un important contrepoids face à l'influence mondiale de Washington. Les deux États partagent en outre un intérêt commun à limiter l'influence américaine dans les régions du Golfe Persique et d'Asie centrale.

Dans le contexte de la montée des tensions entre le régime de Saddam Hussein et les États-Unis, puis du déclenchement de la guerre en Irak en mars 2003, Pékin et Téhéran ont maintenu leurs consultations

politiques. Le ministre chinois des Affaires étrangères s'est ainsi entretenu avec son homologue iranien de la situation générale au Moyen-Orient mais aussi plus particulièrement de l'Afghanistan et de l'Irak en avril et en août 2003<sup>113</sup>. La politique américaine constitue une nouvelle fois un élément de rapprochement entre les deux pays. Pour Téhéran, l'intervention militaire de Washington en Irak renforce la menace potentielle sur sa sécurité nationale puisqu'elle complète l'encerclement militaire du pays, même si elle le débarrasse en même temps du régime de Saddam Hussein. Du côté chinois, Pékin s'inquiète pour son approvisionnement énergétique et son économie. Les opérations militaires américaines pourraient en effet déstabiliser la région du Golfe Persique, ce qui pourrait avoir des répercussions non seulement sur l'approvisionnement pétrolier du marché chinois, puisqu'une partie importante de ses importations provient de cette région, mais aussi sur l'économie de la République populaire. La hausse des prix pourrait en effet porter atteinte à l'essor économique chinois, avec toutes les conséquences politiques que cette situation entraînerait à son tour pour le pouvoir chinois. La République populaire craint par ailleurs le renforcement de la présence et de l'influence américaines dans cette zone stratégique du fait de ces opérations militaires. La région du Golfe Persique a pris une importance grandissante pour la Chine depuis le milieu des années 1990 en raison de l'approfondissement de sa dépendance pétrolière<sup>114</sup>. Depuis 1993, Pékin est devenue un importateur net de produits pétroliers et en 1996 un importateur net de pétrole brut. Depuis cette date, ces importations pétrolières n'ont cessé de progresser avec une forte accélération depuis le tournant du siècle. Selon la revue statistique de BP, elles ont atteint en 2004 122 Mt (2,45 millions de barils par jour) de pétrole brut. Les importations couvrent aujourd'hui plus de 40 pour cent de la consommation chinoise

de brut. Or, entre 1998 et 2004, le pétrole brut originaire du Golfe a représenté environ 50 pour cent du total des importations chinoises (45 pour cent en 2004). Si le régime chinois a essayé de promouvoir la diversification géographique de son approvisionnement, ses efforts ont rencontré un succès mitigé. À l'heure actuelle et sans doute dans l'avenir, l'approvisionnement pétrolier de Pékin risque de provenir en grande partie de la région du Golfe Persique. Cette dernière regroupe en effet les plus importantes réserves pétrolières prouvées de la planète ; le pétrole qui y est extrait est également le moins cher à produire au monde et son coût de transport reste bon marché. À la seule exception du pétrole produit en Asie du Sud-Est, c'est le pétrole le moins cher à transporter vers le marché chinois. De nombreux experts estiment donc que cette région continuera à assurer l'approvisionnement de la Chine dans l'avenir. Selon l'*U.S. Energy Information Agency*, 92 pour cent des importations pétrolières chinoises pourraient provenir de sept États du Golfe en 2020<sup>115</sup>. Dans ces conditions, Pékin s'inquiète d'un renforcement de la présence militaire américaine dans cette zone par où transite une part importante de son approvisionnement pétrolier et craint également la consolidation de l'influence américaine sur les gouvernements locaux. Pour garantir la sécurité de son approvisionnement pétrolier, Pékin favorise la stabilité de cette région et entend également maintenir et renforcer ses liens et sa coopération avec les producteurs pétroliers régionaux, parmi lesquels l'Iran. Téhéran est en effet le second producteur du Golfe, après l'Arabie saoudite, avec qui Pékin a également resserré ses liens depuis la fin des années 1990.

À partir de l'année 2004, la montée des tensions internationales autour du programme nucléaire iranien retient de manière croissante l'attention des deux

partenaires lors des discussions entre hauts représentants. Ce sujet est au cœur des discussions bilatérales sino-iraniennes à l'occasion de la visite à Téhéran du ministre chinois des Affaires étrangères, Li Zhaoxing, en novembre 2004, du déplacement du vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Gholamali Khoshroo, à Pékin en août 2005 et du voyage du ministre iranien des Affaires étrangères, Manouchehr Mottaki, dans la capitale chinoise en octobre suivant. Malgré son importance, cette question ne les empêche pourtant pas de poursuivre leurs consultations politiques sur d'autres problèmes internationaux d'intérêts communs, comme les développements de la situation en Afghanistan et en Irak, la question des droits de l'Homme, le conflit israélo-palestinien ou la question de la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies. L'élection en juin 2005 du nouveau président iranien, le conservateur Mahmoud Ahmadinejad, ne remet pas non plus en cause les liens tissés entre Pékin et Téhéran. Lors de sa première conférence de presse après son élection, le nouveau président iranien exprime en effet son souhait de renforcer les liens de l'Iran avec la République populaire<sup>116</sup>. De son côté, Pékin l'a officiellement félicité pour son élection<sup>117</sup>. Elle a également conservé un profil bas face aux déclarations controversées du président iranien concernant Israël. Le pragmatisme de la politique étrangère chinoise, qui laisse de côté les considérations idéologiques, ainsi que ses intérêts économiques et énergétiques expliquent cette attitude.

La poursuite du rapprochement sino-iranien s'est également traduite au cours de l'année 2005 par le soutien de Pékin à la participation de l'Iran à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Cette organisation, dont le secrétariat se trouve à Pékin, a été créée en 2001 à l'initiative de la République populaire pour renforcer le rôle régional de la Chine et assurer ses intérêts en Asie centrale, mais aussi pour

contrebalancer l'influence américaine dans cette zone. Outre la Chine, elle réunit la Russie, le Kazakhstan, la République kirghize, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan<sup>118</sup>. Dans la période post-11 septembre, Pékin a multiplié les efforts pour relancer le rôle régional de cette organisation, mise à mal par la pénétration stratégique des États-Unis en Asie centrale dans le cadre de la guerre contre le terrorisme. Outre l'aspect politique et « sécurité », Pékin a ainsi mis l'accent sur le rôle économique que pourrait jouer l'OCS. Dans ce contexte, Téhéran s'est vu accorder--comme la Mongolie, l'Inde et le Pakistan--le statut d'observateur en juin 2005 avec le soutien de la République populaire mais aussi du Tadjikistan<sup>119</sup>. La République islamique apprécie particulièrement ce développement. Comme l'a déclaré le premier vice-président iranien, Mohammad-Reza Aref, à l'occasion de son déplacement à Astana au sommet de l'OCS en juin 2005, l'ambition de Téhéran est de servir de pont entre les membres de l'OCS et les États du Golfe Persique, voire l'Europe<sup>120</sup>. Cette perspective pourrait placer l'Iran dans une position stratégique clé en Eurasie et lui ouvrir des opportunités politiques et économiques substantielles, par exemple en tant que pays de transit pour les marchandises en provenance de Chine ou des États d'Asie centrale en direction des marchés du Golfe Persique ou de l'Europe. Téhéran s'efforce d'ailleurs--en tout cas sur le plan de la rhétorique, à défaut de prendre les mesures nécessaires sur le terrain<sup>121</sup>-- de promouvoir cette idée dans ses relations avec les républiques d'Asie centrale<sup>122</sup>.

Du point de vue chinois, il s'agit d'associer davantage la République islamique aux dynamiques régionales en Asie centrale. Les deux pays partagent dans cette région des intérêts communs et il existe d'importantes aires de coopération possibles entre eux (relations économiques, projets énergétiques --l'OCS

a récemment exprimé son intention de mettre en place un « groupe de travail sur l'énergie » afin d'explorer les possibilités de coopération dans ce domaine<sup>123</sup>--, coopération en matière de transports, coopération politique pour la limitation de l'influence occidentale, coopération dans le domaine de la sécurité, par exemple dans la lutte contre le fondamentalisme islamique sunnite ou contre le trafic de la drogue, etc.). À travers l'Asie centrale puis le territoire iranien, Pékin pourrait également atteindre la région du Golfe Persique, ce qui n'est évidemment pas sans intérêts pour la Chine, ni sans conséquences sur le plan géopolitique. L'importance de l'OCS pour le développement des liens sino-iraniens a d'ailleurs été réitérée par les autorités chinoises en octobre 2005. À l'occasion de la visite du ministre des Affaires étrangères iranien à Pékin, son homologue chinois a qualifié les relations bilatérales sino-iraniennes de « stratégiques ». Après avoir déclaré que les deux pays partageaient des vues communes sur de nombreux problèmes internationaux--notamment la question irakienne--il a appelé à un renforcement des contacts et des échanges de vues entre les deux pays, ainsi qu'à un accroissement de leur coopération dans le cadre de l'OCS. De son côté, le ministre iranien a déclaré que cette organisation était « appropriée pour la collaboration régionale bilatérale »<sup>124</sup>. Le rapprochement sino-iranien pourrait donc se traduire dans l'avenir par un renforcement de leur coopération en Asie centrale.

### **LA CRISE DU NUCLÉAIRE IRANIEN : AUX LIMITES DU RAPPROCHEMENT SINO-IRANIEN ?**

La position de la République populaire de Chine sur le dossier nucléaire iranien reflète une série d'intérêts hétérogènes et parfois contradictoires<sup>125</sup>. Pékin souhaite protéger ses intérêts énergétiques mais aussi les liens économiques et politiques privilégiés qu'elle a tissés avec l'Iran

depuis deux décennies. À cela s'ajoutent des facteurs d'ordre psychologique et touchant à son image. Pour des raisons historiques, la Chine est en effet très sensible aux questions d'indépendance et de souveraineté nationale ainsi qu'aux ingérences étrangères dans les affaires intérieures des États. Pékin se considère et se présente également comme un État solidaire avec les pays du « Sud », ce qui l'incite généralement à éviter de choisir des positions trop proches de celles des Occidentaux. Elle n'est pas non plus très favorable à l'adoption de sanctions en matière internationale. Enfin, la question du nucléaire iranien lui offre une possibilité de renforcer et d'asseoir sa crédibilité et son rôle international. Certains analystes en sont ainsi venus à considérer que la « clé de la crise iranienne » se trouve « à Pékin », pour reprendre une formule de François Heisbourg<sup>126</sup>. Cet ensemble de facteurs l'incite donc à faire preuve de « compréhension »--en tout cas jusqu'à un certain point--à l'égard des ambitions nucléaires de Téhéran et à la soutenir dans le domaine du nucléaire civil, malgré l'existence de risques de prolifération liés à ce type de programme et la dissimulation des autorités iraniennes pendant presque deux décennies.

D'un autre côté, la République populaire a besoin d'un environnement international stable pour assurer la poursuite de son développement économique. Vu l'accroissement de sa dépendance pétrolière à l'égard du Golfe Persique, elle doit également être attentive aux risques de déstabilisation de cette région liée aux ambitions nucléaires iraniennes. Elle doit en outre prendre en considération les relations énergétiques, politiques et économiques qu'elle a tissées avec les autres producteurs du Golfe puisque nombre d'entre eux s'inquiètent des ambitions régionales iraniennes, à commencer par l'Arabie saoudite, qui est, il faut s'en souvenir, un des premiers

fournisseurs pétroliers de la République populaire avec l'Iran. Étant donné sa montée en puissance et ses ambitions internationales, la Chine, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, partageant à ce titre des responsabilités internationales importantes avec les quatre autres membres, doit également protéger l'image positive qu'elle entend donner d'elle-même. Elle désire en effet être vue comme une puissance responsable du système international, afin de rassurer les autres acteurs de ce système face à sa montée en puissance liée à son essor économique.

La République populaire a également un intérêt essentiel à éviter les frictions tant avec les Américains qu'avec les Européens. Ces derniers sont en effet ses principaux partenaires dans les domaines économiques et commerciaux, mais aussi techniques et scientifiques. En outre, en tant que pays adhérent au Traité sur la non-prolifération, elle est obligée de soutenir la non-prolifération des armes nucléaires. Comme elle l'a répété à de nombreuses reprises, elle s'oppose donc officiellement à la prolifération des armes de destruction massive et des armes nucléaires sous toutes leurs formes. Elle soutient officiellement le protocole additionnel du système de sauvegarde de l'AIEA, qu'elle est la première à avoir ratifié en 2002, et invite les autres pays, en particulier les pays qui ont des activités nucléaires significatives, à le signer, le ratifier et le mettre en application dans les plus brefs délais. Pékin a de toute façon intérêt au maintien du TNP--un traité qui, pour reprendre une formule de Jean-François Daguzan, sécurise plus qu'il ne déstabilise<sup>127</sup>. L'effondrement du système international de non-prolifération ouvrirait en effet la porte à des développements contraires à ses intérêts vitaux. Ainsi, une possible course aux armements nucléaires dans le Golfe Persique pourrait menacer directement son approvisionnement pétrolier. De même, une décision de pays

comme le Japon, la Corée du Sud ou même Taiwan de se doter de l'arme nucléaire pourrait quant à elle radicalement transformer son environnement régional et modifier les rapports de forces régionaux.

Confrontée à des intérêts contradictoires, Pékin a choisi de soutenir officiellement le droit de Téhéran à développer un secteur nucléaire civil tout en essayant de décourager le régime iranien de se doter d'armes nucléaires. Dans le cadre de la montée des tensions autour du problème du nucléaire iranien, elle a essayé de favoriser un règlement pragmatique et prudent de cette question, à travers le dialogue, la consultation, la coopération et la négociation dans le cadre de l'AIEA, une position qu'elle a répétée de nombreuses fois entre 2003 et 2005<sup>128</sup>. À plusieurs reprises, Pékin s'est aussi déclarée opposée au renvoi de la question du nucléaire iranien devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, où l'Iran pourrait faire l'objet de sanctions<sup>129</sup>. La République populaire souhaite éviter cette éventualité pour ne pas avoir à se prononcer officiellement sur cette question épineuse et pour préserver à la fois les liens mis en place avec Téhéran et ses relations avec les Occidentaux. Pékin craint aussi les conséquences de l'adoption de mesures de sanctions contre la République islamique. Ces dernières pourraient en effet porter directement atteinte à ses intérêts économiques et énergétiques en Iran. Un retrait de Téhéran du TNP en réaction à l'adoption de sanctions ébranlerait quant à lui le système international de non-prolifération au grand dam de la Chine. Les tensions internationales liées à un éventuel retrait de Téhéran du processus de négociation en raison de l'adoption de mesures de sanctions pourraient quant à elles provoquer un renchérissement des prix du pétrole, touchant de plein fouet l'économie chinoise. En cas de radicalisation du régime iranien et de déclenchement d'un conflit dans le Golfe, une part importante de son

approvisionnement pétrolier pourrait enfin être menacé, voire interrompu.

Pour éviter un tel développement, Pékin encourage officiellement la République islamique à coopérer pleinement avec l'AIEA. Elle incite aussi l'Iran à rendre ses activités nucléaires transparentes et à signer et ratifier rapidement le protocole additionnel à l'accord de sauvegarde de l'AIEA<sup>130</sup>. En novembre 2003, les autorités chinoises ont accueilli avec satisfaction la décision de l'Iran de coopérer avec l'AIEA<sup>131</sup>, de même que la signature par Téhéran en décembre de cette année du protocole additionnel au Traité de non-prolifération nucléaire autorisant l'agence viennoise à effectuer des contrôles inopinés et poussés de toutes les installations nucléaires du pays. Face à la recrudescence des tensions à l'été et l'automne 2004, Pékin a continué à favoriser la recherche d'une solution pacifique dans le cadre de l'AIEA. Elle a soutenu l'initiative européenne et a parallèlement pressé l'Iran de coopérer pleinement avec l'AIEA, de respecter ses engagements, d'éclaircir les problèmes non résolus et de ratifier dans le plus bref délai le protocole additionnel au TNP afin d'éliminer les suspicions qui continuent de peser sur ses intentions nucléaires<sup>132</sup>. Elle s'est également officiellement réjouie de la décision de Téhéran de suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium en novembre 2004<sup>133</sup>. À l'occasion de sa visite dans la capitale iranienne en novembre 2004, le ministre chinois des Affaires étrangères a clairement déclaré que la République populaire était opposée aux efforts des États-Unis visant à renvoyer le dossier nucléaire iranien devant le Conseil de sécurité. Pour lui, « cela ne ferait que compliquer la question et rendre plus difficile sa résolution »<sup>134</sup>. Pékin a donc offert à ce moment une sorte de « parapluie diplomatique » à Téhéran. Cette protection diplomatique s'explique, en partie du moins, par le souci chinois de protéger les relations énergétiques déjà

existantes avec la République islamique<sup>135</sup>. Mais il s'agissait aussi de tirer des bénéfices supplémentaires dans ce domaine, par exemple sous forme de nouvelles possibilités d'investissements dans le secteur des hydrocarbures ou de négociations de contrats de livraison à long terme.

Malgré la reconnaissance par Téhéran en mars 2005 de la poursuite d'un programme nucléaire secret<sup>136</sup>--un aveu que Pékin s'est abstenue de commenter--la République populaire a maintenu sa position tout en restant très attentive aux développements de ce dossier<sup>137</sup>. À l'été 2005, les autorités chinoises ont eu des consultations avec le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Gholamali Khoshroo, en déplacement à Pékin. Elles ont répété à l'occasion de cette visite que la Chine favorisait la poursuite du processus de négociations et de discussions dans le dossier du nucléaire iranien et qu'elle espérait « voir toutes les parties concernées faire preuve de patience et résoudre rapidement le différend de façon appropriée, à travers une coopération positive dans le cadre de l'AIEA »<sup>138</sup>. À plusieurs reprises, l'ambassadeur chinois auprès des Nations Unies a rappelé que la République populaire n'était pas favorable au renvoi de l'Iran devant le Conseil de sécurité<sup>139</sup>. Parallèlement à ces prises de position, Pékin s'est néanmoins associée le 7 janvier 2006 aux autres membres du Conseil de sécurité des Nations Unies pour mettre en garde Téhéran et l'inciter à renoncer aux activités de recherche dans le domaine du nucléaire militaire<sup>140</sup>. À la suite de la reprise par Téhéran de ses activités de recherches nucléaires le 10 janvier 2006, les autorités chinoises ont reçu le chef négociateur iranien, Ali Larijani, à Pékin, un jour après la visite du secrétaire d'État américain, Robert Zoellick. Elles ont appelé à cette occasion les différentes parties à faire preuve de patience et de retenue et à déployer davantage d'efforts diplomatiques pour

créer les conditions favorables à une reprise des négociations<sup>141</sup>. Pékin s'est par ailleurs déclarée favorable à la proposition de compromis russe, prévoyant que l'uranium destiné à l'Iran soit enrichi sur le sol russe--une proposition que la République islamique a finalement repoussée--et a réitéré son hostilité à l'adoption de sanctions à l'égard de Téhéran. Les autorités chinoises ont aussi fait part de leurs craintes face aux risques d'escalade dans le dossier du nucléaire, un scénario qu'elles tiennent absolument à éviter<sup>142</sup>. Pékin s'est par ailleurs associée aux quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité et à l'Allemagne le 30 janvier 2006, pour que le dossier du nucléaire iranien puisse être transmis par la réunion extraordinaire du Conseil des gouverneurs de l'AIEA au Conseil de sécurité<sup>143</sup>. Le Conseil des gouverneurs de l'AIEA a ensuite adopté le 4 février 2006 une résolution permettant de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU. Pékin a voté en sa faveur. De son côté, Téhéran a décidé de suspendre les inspections inopinées des inspecteurs de l'AIEA et de poursuivre ses activités liées à l'enrichissement de l'uranium. La République populaire a pour sa part appelé Téhéran à les suspendre<sup>144</sup>.

Face à la possibilité désormais ouverte d'adoption de mesures de sanctions contre Téhéran au Conseil de sécurité, Pékin continue à appeler au dialogue et presse les différentes parties à poursuivre les négociations en vue de résoudre le conflit. Mais cette position risque de devenir indéfendable si les autorités iraniennes, peut-être trop optimistes quant au soutien dont elle jouissent à Pékin et à Moscou, maintiennent une attitude peu flexible, multiplient les rodomontades et jouent trop la carte du nationalisme dans le dossier nucléaire, sans avancer une véritable proposition pour une sortie de crise. Vu du côté du régime iranien, le soutien chinois a jusqu'ici élargi sa marge de manœuvre et compliqué les efforts de la communauté internationale en limitant ses moyens de

contraintes. Cependant, au cas où le Conseil de sécurité aurait à se prononcer sur des sanctions à l'égard de Téhéran, les choses pourraient se compliquer rapidement. Dans ce cas de figure, la Chine aurait en effet à évaluer précisément les conséquences d'éventuelles sanctions pour ses intérêts en Iran. D'un autre côté, elle devrait également tenir compte des implications pour elle d'un veto ou d'une non-participation au vote. Bien entendu, nous n'en sommes pas encore là et Pékin fera tout ce qu'il est possible de faire pour éviter une telle situation. La bonne volonté chinoise à l'égard de la République islamique a cependant des limites qu'il serait prudent pour Téhéran de ne pas ignorer. Le raidissement des autorités iraniennes, leurs manœuvres dilatoires et leur absence de volonté quant à la recherche d'une solution véritable dans le dossier du nucléaire pourraient finir par leur aliéner le soutien chinois, au grand dam de... Pékin.

\* *Mohammad-Reza Djalili est professeur à l'Institut universitaire de Hautes études internationales (Genève, Suisse). Il a récemment publié Géopolitique de l'Iran, Bruxelles, Complexe, 2005 ; Géopolitique de la nouvelle Asie centrale : de la fin de l'URSS à l'après-11 septembre, Paris, PUF, 4<sup>e</sup> édition, 2006, (en collaboration avec Thierry Kellner) ; et Iran : l'illusion réformiste, Paris, Presses de sciences po, 2001.*

\*\* *Thierry Kellner est docteur en relations internationales de l'Institut universitaire de Hautes études internationales (Genève, Suisse). Il enseigne à l'Université Libre de Bruxelles et à l'Université de Genève. Outre Géopolitique de la nouvelle Asie centrale : de la fin de l'URSS à l'après-11 septembre, Paris, PUF, 4<sup>e</sup> édition, 2006, (en collaboration avec Mohammad-Reza Djalili), il a récemment publié « La Chine et le pétrole : perceptions sécuritaires et démarche stratégique » dans La Dépendance pétrolière : mythes et réalités*

d'un enjeu stratégique, sous la direction de Gérard Chaliand et Annie Jafalian, Paris, Encyclopaedia Universalis, Le tour du sujet, avril 2005, pp. 71-90.

---

## NOTES

<sup>1</sup> Concernant les anciens contacts entre ces deux empires asiatiques, voir par exemple Laufer Berthold, *Sino-Iranica: Chinese contributions to the history of civilization in ancient Iran : with special reference to the history of cultivated plants and products* [*Sino-Iranica : Les contributions de la Chine à l'histoire de la civilisation de l'Iran ancien : avec une référence spéciale à l'histoire des plantes et produits cultivés*], Cheng-Wen Pub. Co., Taipei, 1978, pp. 185-630, ainsi que les articles consacrés à la Chine dans l'*Encyclopaedia Iranica*.

<sup>2</sup> Sur les relations contemporaines entre les deux pays, voir Aqil Hyder Hasan Abidi, *China, Iran, and the Persian Gulf* [*Chine, Iran et le Golfe Persique*], Radiant, New Delhi, 1982.

<sup>3</sup> Détails dans Hafizullah Emadi, « China's Ideological Influence and Trade Relations with Iran, 1960-1990 » [« L'influence idéologique de la Chine et ses relations commerciales avec l'Iran, 1960-1990 »], *Internationales Asienforum*, vol. 26, n°2, 1995, pp. 148-149.

<sup>4</sup> Voir sur cette question, Mohammad-Reza Djalili, *Le Golfe Persique : problèmes et perspectives*, Dalloz, Paris, 1978, pp. 113-115.

<sup>5</sup> Hafizullah Emadi, « China's Ideological Influence and Trade Relations with Iran, 1960-1990 » [« L'influence idéologique de la Chine et ses relations commerciales avec l'Iran, 1960-1990 »], op. cit., pp. 145-146.

<sup>6</sup> Détails sur le rapprochement sino-américain qui a débuté en 1969 dans Jian Chen, *Mao's China and the Cold War* [*La Chine de Mao et la guerre froide*], The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2001, pp. 238-276 (épisode de la

« diplomatie du ping pong » à partir du 4 avril 1971, voir pp. 257 et ss.)

<sup>7</sup> Voir Hafizullah Emadi, « China's Ideological Influence and Trade Relations with Iran, 1960-1990 » [« L'influence idéologique de la Chine et ses relations commerciales avec l'Iran, 1960-1990 »], op. cit., pp. 146-147.

<sup>8</sup> Voir *Pekin Information*, 25 juin 1973.

<sup>9</sup> Cette rébellion d'inspiration marxiste sera totalement écrasée par les troupes iraniennes en 1975. Voir sur cette intervention militaire Noël Jeandet, *Un golfe pour trois rêves. Le triangle de crise, Iran, Irak, Arabie : réflexions géostratégiques sur un quart de siècle de rapports de forces*, L'Harmattan, Paris, 1993, pp. 65 et ss.

<sup>10</sup> Dans Mohammad-Reza Shah Pahlavi, *Réponse à l'histoire*, Albin Michel, Paris, 1979, p. 190.

<sup>11</sup> Voir *Beijing Information*, 16 avril 1979.

<sup>12</sup> Pour l'épisode inventé des « regrets » de Hua Guofeng, pour sa visite au Shah et le « pardon » subséquent accordé par la République islamique, voir Mohammad-Reza Djalili, *Diplomatie islamique : stratégie internationale du khomeynisme*, Presses Universitaires de France (PUF), Paris, 1989, pp. 150-151.

<sup>13</sup> Détails de la position chinoise, cf. supra, pp. 151-152.

<sup>14</sup> Voir *Beijing information*, 5 mai 1980.

<sup>15</sup> Le secrétaire général du parti communiste iranien *Toudeh*, soutenu par Moscou, a été arrêté en février 1983. En mai, 18 diplomates soviétiques sont expulsés d'Iran pour espionnage et intervention dans les affaires intérieures de la République islamique.

<sup>16</sup> Officiellement, au moment du déclenchement de la guerre Iran - Irak, la Chine n'a pris position pour aucun des deux belligérants et a appelé à la résolution du conflit tout en mettant en garde contre les ingérences extérieures. Cette neutralité affichée ne l'a pas empêchée de protéger ses intérêts commerciaux et de livrer des armes aux deux parties. Plus tard, à la fin

des années 1980, la République populaire jouera néanmoins les intermédiaires entre Téhéran et Bagdad, accueillant des délégations des deux pays pour tenter de les rapprocher.

<sup>17</sup> Mohammad-Reza Djalili, H. Kapur, « Pékin - Téhéran : les paradoxes d'une alliance », *Politique internationale*, n°28, été 1985, pp. 251-264.

<sup>18</sup> Voir « China's Missile Exports and Assistance to Iran » [« Les exports de missiles et l'aide de la Chine à l'Iran »], Nuclear Threat Initiative, 25 septembre 2003

(<http://www.nti.org/db/china/miranpos.htm>).

<sup>19</sup> Voir Anthony H. Cordesman, Khalid R. Al-Rodhan, *Iranian Nuclear Weapons? The Threat from Iran's WMD and Missile Programs [Les armes nucléaires de l'Iran ? La menace des programmes iraniens d'armes de destruction massive et de missiles]*, Center for Strategic and International Studies, 21 février 2006, Washington, DC, pp. 24-25, 43 (<http://www.csis.org>).

<sup>20</sup> Voir Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), *Arms transfers to Iran, 1994-2004 [Les transferts d'armes à l'Iran, 1994-2004]*, mars 2005

([http://www.sipri.org/contents/armstrad/ati\\_ra\\_data.html](http://www.sipri.org/contents/armstrad/ati_ra_data.html)).

<sup>21</sup> Voir détails sur les transferts d'armements chinois à l'Iran dans Bates Gill, « Chinese arms exports to Iran » [« Les exports d'armes de la Chine à l'Iran »], *MERIA Journal*, vol. 2, n° 2, mai 1998.

<sup>22</sup> Voir détails dans Anthony H. Cordesman, Khalid R. Al-Rodhan, *Iranian Nuclear Weapons? The Threat from Iran's WMD and Missile Programs [Les armes nucléaires de l'Iran ? La menace des programmes iraniens d'armes de destruction massive et de missiles]*, op. cit., pp. 62 et ss.

<sup>23</sup> Voir « China's Nuclear Exports and Assistance to Iran » [« Les exports nucléaires et l'aide de la Chine à l'Iran »]

(<http://www.nti.org/db/china/niranpos.htm>)

<sup>24</sup> Liste des équipements et des divers réacteurs de recherche fournis à l'Iran dans « China's Nuclear Exports and Assistance to Iran » [« Les exports nucléaires et l'aide de la Chine à l'Iran »] dans <http://www.nti.org/db/china/niranpos.htm>.

<sup>25</sup> Anthony H. Cordesman, Khalid R. Al-Rodhan, *Iranian Nuclear Weapons? The Threat from Iran's WMD and Missile Programs* [Les armes nucléaires de l'Iran ? La menace des programmes iraniens d'armes de destruction massive et de missiles], op. cit., p. 64 et p. 110 ; et David Isenberg, « Nukes: Is Pandora Chinese? Part 1: The 'arch-proliferator' » [« Nucléaire : Pandore est-elle chinoise ? 1<sup>ère</sup> partie : le 'proliférateur numéro un' »], *Asia Times*, 23 juin 2004.

<sup>26</sup> Voir les différents accords conclus entre Pékin et Téhéran entre 1985 et 1993 dans « Nuclear Cooperation Agreements » [« Les accords de coopération nucléaire »], Nuclear Threat Initiative (<http://www.nti.org/db/china/nca.htm>).

<sup>27</sup> Voir Frantz Douglas, « Iran closes in on ability to make atomic bomb » [« L'Iran se rapproche de la possibilité de construire la bombe atomique »], *Los Angeles Times*, 19 juin 2003.

<sup>28</sup> Anthony H. Cordesman, Khalid R. Al-Rodhan, *Iranian Nuclear Weapons? The Threat from Iran's WMD and Missile Programs* [Les armes nucléaires de l'Iran ? La menace des programmes iraniens d'armes de destruction massive et de missiles], op. cit., p. 68.

<sup>29</sup> La Chine a promis en 1997 de ne s'engager dans aucune nouvelle coopération nucléaire avec l'Iran mais a ajouté qu'elle compléterait les programmes de coopération déjà engagés, en l'occurrence la mise en place d'un petit réacteur de recherches scientifiques et d'une usine de production de zirconium à Ispahan. D'après cf. supra, p. 124.

<sup>30</sup> Li Peng, cité dans le *Renmin Ribao*, 10 Juin 1991 (repris dans

<http://www.nti.org/db/china/nptchr.htm>).

<sup>31</sup> Jusqu'à présent, aucune preuve définitive de l'existence d'un tel programme militaire n'a pu être présentée, mais un faisceau d'indices convergents laisse planer un très sérieux doute sur la nature « civile » du programme nucléaire de Téhéran. Bruno Tertrais a écrit à ce propos récemment dans *Le Monde* qu'il existe un « ensemble d'indices parfaitement convergents qui nous permet de dire que l'Iran a un programme nucléaire à vocation militaire. Il ne s'agit pas de préjugés, mais d'éléments techniques extrêmement précis qui résultent de trois ans d'inspection de l'ONU sur place. Ce travail minutieux a permis notamment de révéler les points suivants : l'Iran a dissimulé de nombreuses installations et des activités nucléaires qui n'ont de sens que dans le cadre d'un programme à vocation militaire. Pour ne donner que deux exemples parmi d'autres : le développement d'un programme d'enrichissement par laser, ou la fabrication de polonium-210. Les rapports de l'AIEA sont disponibles sur Internet et tout expert nucléaire ayant lu ces rapports ne peut qu'en conclure que le programme iranien, contrairement à ce qu'affirme Téhéran, n'est certainement pas à vocation exclusivement civile ». Voir Bruno Tertrais, « Iran : quelle menace nucléaire ? », *Le Monde*, 12 janvier 2006.

<sup>32</sup> Voir Monterey Institute's Center for Nonproliferation Studies, « China's Instrument of Accession to the Nonproliferation Treaty (NPT) » [« L'instrument d'accession au Traité de non-prolifération de la Chine »], 11 mars 1992

(<http://www.nti.org/db/china/engdocs/nptdec.htm>).

<sup>33</sup> Détails dans <http://www.zanggercommittee.org/Zangger/default.htm>.

<sup>34</sup> Voir « Regulations of the People's Republic of China on Export Control of Missiles and Missile-related Items and

Technologies, 25 August 2002 » [« Régulations de la République populaire de Chine sur le contrôle des exports de missiles et autres objets et technologies en rapport avec les missiles, 25 août 2002 »], Nuclear Threat Initiative ([http://www.nti.org/db/china/engdocs/expr eg\\_0802.htm](http://www.nti.org/db/china/engdocs/expr eg_0802.htm)).

<sup>35</sup> Voir Monterey Institute's Center for Nonproliferation Studies, « White Paper on China's Non-Proliferation Policy » [« Livre blanc sur la politique de non-prolifération de la Chine »], 3 décembre 2003

([http://www.nti.org/db/china/engdocs/npro lwp\\_03.htm](http://www.nti.org/db/china/engdocs/npro lwp_03.htm)). Commentaires dans Stéphanie Lieggi, « China's White Paper on Nonproliferation : Export Controls Hit the Big Time » [« Le livre blanc de la Chine sur la non-prolifération : les contrôles des exportations atteignent le premier rang »], Monterey Institute of International Studies, décembre 2003

([http://www.nti.org/e\\_research/e3\\_36a.htm l](http://www.nti.org/e_research/e3_36a.htm l)).

<sup>36</sup> Voir Sean Lucas, « China Enters the Nuclear Suppliers Group: Positive Steps in the Global Campaign against Nuclear Weapons Proliferation » [« La Chine entre dans le Groupe des fournisseurs nucléaires : Avancées dans la campagne globale contre la prolifération des armes nucléaires »], Monterey Institute of International Studies, 24 novembre 2004 ([http://www.nti.org/e\\_research/e3\\_57a.htm l](http://www.nti.org/e_research/e3_57a.htm l)). Détails sur le NSG dans

<http://www.nuclearsuppliersgroup.org>.

<sup>37</sup> Détails sur l'évolution de la position de la Chine sur le MTCR depuis 1991 dans <http://www.nti.org/db/china/mtcrg.htm>.

<sup>38</sup> Voir détails dans Genxin Li, « China Strives to Curb Nuclear Proliferation » [« La Chine s'efforce de freiner la prolifération nucléaire »], *China Daily*, 9 février 2006.

<sup>39</sup> Voir détails dans David Isenberg, « Nukes: Is Pandora Chinese? Part 2: All the right noises » [« Nucléaire : Pandore

est-elle chinoise ? 2<sup>ème</sup> partie : tous les bons sons »], *Asia Times*, 24 juin 2004.

<sup>40</sup> Voir les sanctions prises par Washington contre différentes compagnies chinoises entre 1997 et 2005 pour exportation de matériels sensibles dans « US Arms Control / Nonproliferation Sanctions Against China » [« Les sanctions des États-Unis contre la Chine pour le contrôle des armes et la non-prolifération »], Nuclear Threat Initiative, 31 juillet 2003 (<http://www.nti.org/db/china/sanclist.htm>) ; Guy Dinmore, « US Imposes New Sanctions on China » [« Les États-Unis imposent de nouvelles sanctions à la Chine »], *Financial Times*, 22 mai 2003 ; P.C. Saunders, Stéphanie Lieggi, « What's Behind U.S. Nonproliferation Sanctions Against Norinco? » [« Qu'y a-t-il derrière les sanctions des États-Unis contre Norinco ? »], Monterey Institute for International Studies, 30 mai 2003 (<http://cns.miis.edu/pubs/week/030530.htm>) ; et « U.S. Catches China Transferring WMD Tech to Iran » [« Les États-Unis surprennent la Chine en train de transférer des technologies d'armes de destruction massive à l'Iran »], *World Tribune.com*, 15 mars 2005.

<sup>41</sup> « Chinese firms punished over Iran » [« Firmes chinoises punies à cause de l'Iran »], *BBC News*, 18 janvier 2005.

<sup>42</sup> Voir à ce propos les déclarations récentes de S.G. Rademaker, vice-secrétaire pour le contrôle des armements au Département d'État américain devant la *U.S.-China Economic and Security Review Commission* dans « Testimony of Stephen G. Rademaker, Assistant Secretary for Arms Control, U.S. Department of State », *U.S.-China Economic and Security Review Commission*, 10 mars 2005

([http://www.uscc.gov/hearings/2005hearings/written\\_testimonies/05\\_03\\_10wrtr/rademakr\\_stephen\\_wrts.htm](http://www.uscc.gov/hearings/2005hearings/written_testimonies/05_03_10wrtr/rademakr_stephen_wrts.htm)).

<sup>43</sup> La CIA relève ainsi dans un rapport au Congrès que les compagnies chinoises « ont aidé l'Iran à progresser dans son objectif de devenir autosuffisant dans le

domaine de la production des missiles balistiques ». Cité dans Chietigj Bajpae, « China fuels energy cold war » [« La Chine alimente la guerre froide de l'énergie »], *Asia Times*, 2 mars 2005.

<sup>44</sup> « Le président Khamene'i à Pékin », *Le Monde*, 11 mai 1989.

<sup>45</sup> « Iran's New Subway Section Constructed by China Open to Traffic » [« La nouvelle section du métro iranien, construit par la Chine, ouvre au public »], *People's Daily*, 19 mars 2002.

<sup>46</sup> Voir par exemple Guangcheng Xing, « Zhongguo he Zhongya geguo : xinde guanxi » [« La Chine et les Républiques d'Asie centrale : les nouvelles relations »], *Dong Ou Zhong Ya Yanjiu [Études est-européennes, russes et centre-asiatiques]*, n°1, 1996, pp. 58-64 (en chinois).

<sup>47</sup> Mohammad-Reza Djalili et Frédéric Grare (dir.), *Le Tadjikistan à l'épreuve de l'indépendance*, Publications de l'IUHEI, Genève, 1995, p. 131.

<sup>48</sup> Voir sur les relations entre la Chine et les Talibans, Valérie Niquet, « La Chine face aux défis stratégiques de l'après 11 septembre », *Perspectives chinoises*, n° 67, septembre - octobre 2001 ; et Thierry Kellner, « La Chine, les Talibans et le Xinjiang », 20 novembre 2001 (<http://www.diploweb.com/p5kell1.htm>).

<sup>49</sup> Chiffres tirés de Xiaojie Xu, « China and the Middle East: Cross-Investment in the Energy Sector » [« La Chine et le Moyen-Orient : investissement croisé dans le secteur énergétique »], *Middle East Policy Journal*, vol. vii, n°3, juin 2000. ([http://www.mepc.org/public\\_asp/journal\\_vol7/0006\\_xu.asp](http://www.mepc.org/public_asp/journal_vol7/0006_xu.asp)).

<sup>50</sup> Voir Bruce Pannier, « 'Junction for Planet' opens on Turkmen-Iranian Border » [« 'Jonction pour la planète' ouvre sur la frontière Turkmen - Iran »], *OMRI Daily Digest*, vol. 2, n°92, 13 mai 1996, p. 3 ; et « Iran opens 'Silk Route' rail link » [« L'Iran ouvre la 'route ferroviaire de la soie' »], *China Daily*, vol. 16, n°4806, 15 mai 1996, p. 6.

<sup>51</sup> Voir J. Le Roy, « La route ferroviaire de la soie. Un pont terrestre eurasiatique par l'Asie centrale ? », dans Thomas Juneau, Gérard Hervouet, Frédéric Lasserre (dir.), *Asie centrale et Caucase : une sécurité mondialisée*, Les Presses de l'Université Laval, Sainte-Foy, 2004, pp. 219-239.

<sup>52</sup> D'après les chiffres du commerce extérieur chinois cités dans International Monetary Fund, *Direction of Trade Statistics Yearbook 2004*, p. 133.

<sup>53</sup> Calculé d'après les chiffres du commerce extérieur de l'Iran cités dans cf. supra, p. 254.

<sup>54</sup> Cité dans « Iran's New Subway Section Constructed by China Open to Traffic » [« La nouvelle section du métro iranien, construit par la Chine, ouvre au public »], op. cit.

<sup>55</sup> « Xinjiang Becomes Bridgehead for Trade Ties with Central Asia » [« Xinjiang devient la personne clé pour les relations commerciales avec l'Asie centrale »], *Xinhua News Agency*, 23 septembre 2005.

<sup>56</sup> Chiffre cité dans Hooman Peimani, « Iran stakes a claim to the Silk Road » [« L'Iran revendique la route de la soie »], *Asia Times*, 14 août 2003.

<sup>57</sup> Antoine Blua, « Iran: Tehran takes a keen interest in regional road building » [« Iran : Téhéran s'intéresse de près à la construction des routes régionales »], *RFE/RL*, 8 août 2003.

<sup>58</sup> « Iron rail road breathes new life into 'Silk Road' » [« La route ferroviaire en fer fait revivre la 'route de la soie' »], *Mehr News Agency*, 16 novembre 2003.

<sup>59</sup> « Iran, Afghanistan to invest 2 billion dollars in transportation sector » [« L'Iran et l'Afghanistan sur le point d'investir 2 milliards de dollars dans le secteur des transports »], *Payvand's Iran News*, 21 novembre 2004.

<sup>60</sup> C'est ainsi qu'en juin 2004, une douzaine d'ouvriers chinois travaillant pour la Société nationale de construction du chemin de fer de Chine à la construction d'une route dans la région de Kunduz ont été abattu par des hommes

armés. Voir « China workers die in Afghan raid » [« Ouvriers chinois meurent lors d'un raid afghan »], *BBC News*, 10 juin 2004.

<sup>61</sup> Voir « Iran, China to be connected by railroad » [« L'Iran et la Chine vont être reliés par un chemin de fer »], *MNA*, 23 février 2005.

<sup>62</sup> « China pledges 80 million Yuan in aid to Afghanistan in 2006 » [« La Chine s'engage à donner 80 millions de yuan en aide à l'Afghanistan en 2006 »], *Xinhua News Agency*, 1<sup>er</sup> février 2006.

<sup>63</sup> Voir à ce propos Gaël Raballand, *L'Asie centrale ou la fatalité de l'enclavement ?*, L'Harmattan, Paris, 2005.

<sup>64</sup> Depuis 1979, les États-Unis ont adopté diverses formes de sanctions économiques à l'égard de l'Iran. En mars et mai 1995, le président Clinton a signé deux *executive order* [« ordres exécutifs »] interdisant aux compagnies américaines et à leurs filiales étrangères de conduire des affaires avec l'Iran. L'*executive order* 12957 interdit ainsi spécifiquement tout « contrat pour le financement du développement des ressources pétrolières situées en Iran ». En août 1996, la Loi de sanctions Iran - Libye (*Iran Libya Sanctions Act*, ILSA) a été passée à l'unanimité par le Congrès des États-Unis et transformée en loi par la signature du président Clinton. L'ILSA prévoit l'imposition des sanctions à l'encontre de toute compagnie--indépendamment de sa nationalité--qui investit plus de 20 millions de dollars annuellement dans les secteurs des hydrocarbures iraniens. En août 1997, le plafond a été abaissé à 40 millions de dollars. L'objectif de cette législation est de dissuader les investissements étrangers importants dans le secteur pétrolier de la République islamique. L'ILSA a été adopté à l'origine pour une durée de cinq ans. Il devait expirer en août 2001. Cependant, en juillet 2001, le Congrès a voté son renouvellement pour cinq années supplémentaires. La signature du président Bush l'a à nouveau fait passer dans la loi.

En outre, en mars 2003, le président américain a prolongé pour un an les sanctions économiques imposées à l'Iran dans le cadre de l'*executive order* de 1995, officiellement en raison de l'appui de Téhéran au terrorisme et de ses tentatives d'acquisitions d'armes de destruction massives.

<sup>65</sup> D'autres branches du métro de Téhéran, construites par des compagnies chinoises, seront inaugurées en août 2001 et en mars 2002.

<sup>66</sup> « Iran's Khatami Visits China to Build on Already Strong Ties » [« Khatami visite la Chine pour renforcer des liens déjà forts »], *People's Daily*, 20 juin 2000.

<sup>67</sup> Un très important accord d'échanges culturels sera signé à l'occasion de ce déplacement. Voir détails sur les échanges culturels sino-iraniens dans « China-Iran relations at a glance » [« Les relations entre la Chine et l'Iran en bref »], *Farhang va Pazhuhesh*, n°146, 7 avril 2004, pp. 16-18.

<sup>68</sup> Voir « Joint Communiqué Between the People's Republic of China and the Islamic Republic of Iran » [« Communiqué conjoint de la République populaire de Chine et de la République islamique d'Iran »], Beijing, 22 juin 2000

(<http://www.fmprc.gov.cn/eng/wjbj/zjzg/xybfs/gjlb/2818/2819/t16315.htm>).

<sup>69</sup> « Iran and China Call For Multi-Polar World Versus Unipolar » [« L'Iran et la Chine invoquent un monde multipolaire au lieu d'un monde unipolaire »], *Iran Press Service*, 22 juin 2000.

<sup>70</sup> Voir « Joint Communiqué Between the People's Republic of China and the Islamic Republic of Iran » [« Communiqué conjoint de la République populaire de Chine et de la République islamique d'Iran »], op. cit.

<sup>71</sup> « Defense Minister Meets Iranian Counterpart » [« Ministre de la Défense rencontre son homologue iranien »], *People's Daily*, 24 juin 2000.

<sup>72</sup> « New China-Iran Pact Enhances Military Cooperation » [« Nouveau pacte

entre la Chine et l'Iran améliore la coopération militaire », *China Reform Monitor*, n°352, 3 janvier 2001.

<sup>73</sup> La COSTIND est responsable du secteur de la recherche et du développement militaire ainsi que de la production de matériel militaire. Elle a autorité sur les dix sociétés industrielles militaires de la Chine (*jungong qiye*). Voir détails dans : « Commission of Science, Technology, and Industry for National Defense (COSTIND) » [« Commission des sciences, des technologies et de l'industrie pour la défense nationale », Nuclear Threat Initiative, 7 novembre 2003 (<http://www.nti.org/db/china/costind.htm>)].

<sup>74</sup> « New China-Iran Pact Enhances Military Cooperation » [« Nouveau pacte entre la Chine et l'Iran améliore la coopération militaire »], op. cit.

<sup>75</sup> « Iran Signs Aerospace & Satellite Technology Accord with China » [« L'Iran signe l'Accord sur la technologie aérospatiale et satellitaire avec la Chine »], *The Persian Journal*, 5 décembre 2004.

<sup>76</sup> « Visit to China by president Seyed Mohammad Khatami » [« Visite du président Seyed Mohammad Khatami en Chine »] (<http://www.irna.com/occasion/china/visit.htm>).

<sup>77</sup> « Chinese, Iranian Presidents Hold Talks » [« Les présidents chinois et iranien dialoguent »], *People's Daily*, 23 juin 2000.

<sup>78</sup> « President Khatami back home, satisfied with his China visit » [« Le président Khatami de retour dans son pays, satisfait de sa visite en Chine »], *Irna*, 27 juin 2000.

<sup>79</sup> On notera que des discussions initiées par Téhéran avec la CNPC et Sinopec pour la mise en place d'un oléoduc entre Neka et Téhéran avaient échouées au début de l'année 2000, peut-être en partie en raison des menaces américaines de sanctions contre les entreprises qui participeraient à ce projet. Voir « CNPC and Iran fail to strike a deal on Caspian oil swap pipeline »

[« La CNPC et l'Iran échouent dans l'élaboration d'un accord sur l'oléoduc caspien »], *NewsBase*, 21 février 2000 ; et « US may impose ILSA sanctions on builders of Iranian swap pipeline » [« Les États-Unis pourraient imposer l'Acte de sanctions Iran - Libye aux constructeurs d'oléoducs iraniens »], *NewsBase*, 21 février 2000.

<sup>80</sup> « Sinopec and NIOC to explore oil in Iran » [« Sinopec et NIOC vont explorer le pétrole en Iran »], *Irna*, 13 janvier 2001.

<sup>81</sup> « Overseas Oil to Ease Reliance on Imports » [« Le pétrole d'outre-mer allégera la dépendance aux imports »], *China Daily*, 20 janvier 2001.

<sup>82</sup> « Sinopec's Caspian oil trade plan may trigger US trade sanctions » [« Le plan commercial de Sinopec quant au pétrole caspien pourrait déclencher une série de sanctions des États-Unis »], *Dow Jones*, 17 janvier 2001 ; et « Iranian National Oil and Sinopec to increase refinery production » [« La Compagnie nationale de pétrole iranien et Sinopec vont augmenter la production de raffinerie »], *The Times of Central Asia*, 11 juin 2001.

<sup>83</sup> « Iranian President Praises Partnership With China » [« Le président iranien fait l'éloge du partenariat avec la Chine »], *Xinhua*, 8 janvier 2001.

<sup>84</sup> « La Chine et l'Iran souhaitent renforcer leur coopération », *Le Quotidien du Peuple*, 9 janvier 2001.

<sup>85</sup> Cf. supra

<sup>86</sup> « China Wishes to Expand Ties With Iran » [« La Chine veut élargir ses liens avec l'Iran »], *Xinhua*, 23 février 2001.

<sup>87</sup> « Iran wants China to be its top oil importer » [« L'Iran veut que la Chine soit son premier importateur de pétrole »], *China Daily*, 7 novembre 2004.

<sup>88</sup> « Energy Cooperation Strengthens » [« La coopération sur l'énergie se renforce »], *China Daily*, 3 novembre 2004.

<sup>89</sup> « China, Iran Sign Biggest Oil & Gas Deal » [« La Chine et l'Iran signent le plus gros accord sur le pétrole et le gaz »], *CRI*,

31 octobre 2004 ; et « China to Buy More Gas, Oil from Iran » [« La Chine compte acheter plus de gaz et de pétrole à l'Iran »], *China Daily*, 8 novembre 2004.

<sup>90</sup> « China to develop Iran oil field » [« La Chine compte développer un champ de pétrole en Iran »], *BBC*, 1<sup>er</sup> novembre 2004.

<sup>91</sup> « Energy Cooperation Strengthens » [« La coopération sur l'énergie se renforce »], *China Daily*, 3 novembre 2004.

<sup>92</sup> « China bids to revive mega Iran energy deal » [« La Chine souhaite raviver un accord majeur sur l'énergie avec l'Iran »], *AFP*, 17 décembre 2005.

<sup>93</sup> « Three Working Groups will study Sino-Iran Oil Deals » [« Trois groupes de travail vont étudier des accords sino-iraniens sur le pétrole »], *Iran Daily*, 22 décembre 2005.

<sup>94</sup> Breffni O'Rourke, « Iran-China Oil Deal Reflects Geostrategic Realities » [« L'accord sur le pétrole entre l'Iran et la Chine reflète des réalités géostratégiques »], *RFE/RL*, 22 février 2006 ; et Peter S. Goodman, [« China Rushes Toward Oil Pact With Iran » [« La Chine s'empresse vers un pacte sur le pétrole avec l'Iran »], *The Washington Post*, 18 février 2006.

<sup>95</sup> « Emptiness of West's threats proved by China's rush to finalize deal with Iran: paper », [« Le vide des menaces de l'Occident démontré par l'empressement de la Chine de finaliser un accord avec l'Iran »], *Irna*, 19 février 2006.

<sup>96</sup> Chiffres pour 1999, 2001, 2002 et 2003 tirés des chiffres du commerce extérieur chinois dans International Monetary Fund, *Direction of Trade Statistics Yearbook 2004*, p. 133.

<sup>97</sup> « Iran-China trade exchanges top 7 billion dollars: Chinese ambassador » [Les échanges entre l'Iran et la Chine atteignent les 7 milliards de dollars : ambassadeur chinois »], *Irna*, 19 janvier 2005.

<sup>98</sup> Voir Taleh Ziyadov, « Iran and China sign agreement to explore oil in the Caspian Sea » [« L'Iran et la Chine signent

un accord pour explorer le pétrole dans la mer Caspienne »], *Eurasia Daily Monitor*, 1<sup>er</sup> février 2006.

<sup>99</sup> « Samand Plans China Venture » [« Samand planifie une entreprise avec la Chine »], *Iran Daily*, 24 avril 2005.

<sup>100</sup> Voir « Iran, China sign contract on 4th Tehran metro line » [« L'Iran et la Chine signent un contrat pour la 4<sup>ème</sup> ligne de métro de Téhéran »], *Payvand News*, 15 mai 2004. Zhengzheng Gong, « Massive metroline deal inked with Iran » [« Contrat de métro important signé avec l'Iran »], *China Daily*, 17 mai 2004. Yinghuang Zhu, Wang Hao, « 'Made-in-China' subway fulfills Iranian dream » [« Métro 'fabriqué en Chine' réalise un rêve iranien »], *China Daily*, 12 juin 2004.

<sup>101</sup> « Iran, China to sign contract to build aluminum mill in Bandar Abbas » [« L'Iran et la Chine vont signer un contrat pour construire une usine d'aluminium à Bandar Abbas »], *Mehrnews*, 15 octobre 2005.

<sup>102</sup> « Iran to Buy Airplanes from China » [« L'Iran compte acheter des avions de la Chine »], *Iran Daily*, 30 décembre 2005.

<sup>103</sup> D'après Dingli Shen, « Iran's nuclear ambitions test China's Wisdom » [« Les ambitions nucléaires de l'Iran testent la sagesse de la Chine »], *The Washington Quarterly*, vol. 29, n°2, printemps 2006, p. 61.

<sup>104</sup> « Iran, Biggest Market for Dubai's Reexport » [« L'Iran : le plus gros marché pour le réexport de Dubai »], *Iran International*, n°33, janvier 2005.

<sup>105</sup> Voir « L'inexorable fascination du modèle chinois », *Courrier international*, n° 693, 12 février 2004.

<sup>106</sup> « Iran, China to Further Develop Friendship » [« L'Iran et la Chine continuent de développer leur amitié »], *Xinhua News Agency*, 18 mars 2002.

<sup>107</sup> « China slams Bush statements on 'axis of evil' » [« La Chine critique les propos de Bush sur 'l'axe du mal' »], *China Daily*, 1<sup>er</sup> février 2002.

<sup>108</sup> « Iran, China Ready to Expand Cooperation » [« L'Iran et la Chine prêts à élargir leur coopération »], *People's Daily*, 19 mars 2002.

<sup>109</sup> « Li Peng Meets Iraqi, Saudi Arabian, Kuwaiti, Iranian Parliamentary Leaders » [« Li Peng rencontre les dirigeants parlementaires d'Irak, d'Arabie saoudite, du Kuwait et d'Iran »], *People's Daily*, 19 avril 2002.

<sup>110</sup> « Chinese President Arrives in Shiraz for State Visit to Iran » [« Le président chinois arrive à Shiraz pour une visite officielle en Iran »], *People's Daily*, 19 avril 2002.

<sup>111</sup> « Zemin, Rafsanjani hold talks » [« Zemin et Rafsandjani dialoguent »], *Irna*, 20 avril 2002.

<sup>112</sup> « Chinese and Iranian Leaders Discuss Issues of Gulf Region » [« Les dirigeants chinois et iraniens discutent des problèmes de la région du Golfe »], *China Daily*, 22 avril 2002.

<sup>113</sup> « Foreign Ministers Exchange Views on Iraqi Issue » [« Les ministres des Affaires étrangères échangent leurs opinions sur l'Irak »], *Xinhua News Agency*, 20 avril 2003 ; et « Chinese, Iranian FMs Hold Talks » [« Les ministres des Affaires étrangères chinois et iranien dialoguent »], *People's Daily*, 27 août 2003.

<sup>114</sup> Voir Liangxiang Jin, « Energy First: China and the Middle East » [« L'énergie d'abord : la Chine et le Moyen-Orient »], *The Middle East Quarterly*, vol. xii, n°2, printemps 2005 (<http://www.meforum.org/article/694>).

<sup>115</sup> Chiffre cité dans Erica Strecker Downs, *China's Energy Security [L'énergie, la sécurité et la Chine]*, dissertation présentée à la faculté de l'université de Princeton en candidature pour un doctorat en philosophie, janvier 2004, p. 107.

<sup>116</sup> « Ahmadinejad Expresses Willingness to Develop Ties with China » [« Ahmadinejad exprime son empressement de développer les liens avec la Chine »], *Xinhua News Agency*, 27 juin 2005.

<sup>117</sup> « China Congratulates Iranian President-elect » [« La Chine félicite le président iranien élu »], *Xinhua News Agency*, 28 juin 2005.

<sup>118</sup> « Pakistan, Iran want to join SCO » [« Le Pakistan et l'Iran veulent entrer dans l'OCS »], *Interfax-Kazakhstan*, 25 février 2005.

<sup>119</sup> « China Welcomes Iran as SCO Observer Member » [« La Chine accueille l'Iran en tant que membre observateur de l'OCS »], *Irna*, 7 juin 2005.

<sup>120</sup> « Aref: Iran ready to cooperate with SCO » [« Aref : L'Iran prêt à coopérer avec l'OCS »], *Irna*, 5 juillet 2005 et « VP: Iran links SCO to PG states, Europe » [« VP : L'Iran fait le lien entre l'OCS et les États du GP »], *Irna*, 5 juillet 2005.

<sup>121</sup> Voir la réalité du terrain en matière de transport à travers l'Iran (faiblesse des infrastructures portuaires à Bandar Abbas, frais de port élevés, coûts excessifs du transport, lourdeur administrative, lenteurs des transports, etc.) dans Gaël Raballand, *L'Asie centrale ou la fatalité de l'enclavement ?*, op. cit., pp. 280 et ss.

<sup>122</sup> « Iran, Kazakhstan stress trade, investment ties » [« L'Iran et le Kazakhstan mettent l'accent sur les liens commerciaux et d'investissement »], *Irna*, 16 février 2006.

<sup>123</sup> E. Marat, « Iran, Tajikistan strengthen cooperation in the energy sector » [« L'Iran et le Tadjikistan renforcent la coopération dans le secteur énergétique »], *Eurasia Daily Monitor*, 1<sup>er</sup> février 2006.

<sup>124</sup> « China, Iran keen on expansion of multifaceted ties » [« La Chine et l'Iran tiennent à l'expansion des liens sur de multiples aspects »], *Irna*, 13 octobre 2005.

<sup>125</sup> Voir détails dans Dingli Shen, « Iran's nuclear ambitions test China's Wisdom » [« Les ambitions nucléaires de l'Iran testent la sagesse de la Chine »], op. cit., pp. 55-66.

<sup>126</sup> François Heisbourg, « La clé de la crise iranienne est à Pékin », *Le Monde*, 1<sup>er</sup> septembre 2005.

<sup>127</sup> Voir Jean-François Daguzan, « Nucléaire : les paradoxes indispensables du TNP », *Libération*, 9 mars 2006.

<sup>128</sup> « China Appeals for Handling Iranian Nuke Issue in Prudent Manner » [« La Chine appelle à un maniement prudent de la question du nucléaire en Iran »], *Xinhua News Agency*, 19 juin 2003 ; « IAEA Backed to Solve Iran's Nuclear Issue » [« L'AIEA est soutenue pour résoudre la question du nucléaire en Iran »], *Xinhua News Agency*, 20 juin 2003 ; « China: Solve Nuclear Issues Through Dialogue and Negotiation » [« Chine : Résoudre les questions nucléaires grâce au dialogue et à la négociation »], *CRI*, 2 novembre 2004 ; « China holds Iran nuclear issue should be solved within IAEA framework » [« La Chine considère que la question nucléaire en Iran doit être résolue dans le cadre de l'AIEA »], *People's Daily*, 4 février 2005 ; et « China hopes Iran nuclear issue could be resolved within IAEA framework at early date » [« La Chine espère que la question du nucléaire en Iran pourra être résolue dans le cadre de l'AIEA au plus tôt »], *Xinhua*, 2 août 2005.

<sup>129</sup> « China Urges IAEA Resolution to Iran Nuclear Issue » [« La Chine pousse à une résolution par l'AIEA de la question du nucléaire en Iran »], *Xinhua News Agency*, 23 octobre 2003.

<sup>130</sup> Voir « Statement by Chinese Ambassador Hu Xiaodi at the 58th Session of the United Nations General Assembly on the Report of the International Atomic Energy Agency », 4 novembre 2003 (<http://un.fmprc.gov.cn/eng/58943.html>).

<sup>131</sup> « Iran, China share close, common stance : Kharrazi » [« L'Iran et la Chine partagent une attitude proche et commune : Kharrazi »], *Irna*, 13 novembre 2003.

<sup>132</sup> « China Hopes Iran Will Fully Cooperate with IAEA: FM » [« La Chine espère que l'Iran coopérera pleinement avec l'AIEA : ministère des Affaires étrangères »], *Xinhua News Agency*, 31 août 2004.

<sup>133</sup> « China welcomes Iran's suspension of uranium enrichment programs: FM spokesperson » [« La Chine soutient la suspension des programmes d'enrichissement d'uranium de l'Iran: porte-parole du ministère des Affaires étrangères »], *People's Daily*, 23 novembre 2004.

<sup>134</sup> « La Chine soutient l'Iran dans le dossier du nucléaire », *Le Monde*, 6 novembre 2004.

<sup>135</sup> Certains auteurs chinois, comme Ruan Zongze du *China Institute of International Studies* à Pékin, considèrent qu'il n'y a pas de liens forts entre cette politique iranienne de la Chine et ses besoins pétroliers. Ils n'offrent cependant pas d'arguments alternatifs. Voir les déclarations de Ruan Zongze dans « China's Thirst for oil undercuts U.S. efforts to rein in Iran » [« La soif du pétrole de la Chine endommage les efforts des États-Unis pour régner en Iran »], *Bloomberg.com*, 21 décembre 2004.

<sup>136</sup> « Iran Admits Keeping Nuclear Program Secret » [« L'Iran admet avoir gardé son programme nucléaire secret »], *China Daily*, 7 mars 2005.

<sup>137</sup> « China supports, keeps close eye on Iran-EU negotiation : FM spokesman » [« La Chine soutient et surveille de près les négociations Iran - UE : porte-parole du ministère des Affaires étrangères »], *People's Daily*, 29 juin 2005.

<sup>138</sup> PRC Ministry of Foreign Affairs, « Vice Foreign Minister Zhang Yesui Has Consultations with Iranian Deputy Foreign Minister Gholamali Khoshroo on Iranian Nuclear Issue » [« Vice-ministre des Affaires étrangères Zhang Yesui concerte le député ministre des Affaires étrangères Gholamali Khoshroo sur le problème du nucléaire iranien »], 11 août 2005 ; et « Foreign Minister Li Zhaoxing Meets Iranian Deputy Foreign Minister Gholamali Khoshroo » [« Ministre des Affaires étrangères Li Zhaoxing rencontre le député ministre des Affaires étrangères

Gholamali Khoshroo »], 11 août 2005 (<http://www.fmprc.gov.cn/eng>).

<sup>139</sup> « China not in favor of submitting Iranian nuclear issue to UN council » [« La Chine n'est pas en faveur de soumettre le problème du nucléaire iranien au Conseil de l'ONU »], *People's Daily*, 11 août 2005 ; et J.-P. Perrin, « Nucléaire : la Chine au secours de l'Iran », *Libération*, 14 janvier 2006.

<sup>140</sup> Laurent Zecchini, « Les membres permanents du Conseil de sécurité mettent en garde Téhéran », *Le Monde*, 10 janvier 2006.

<sup>141</sup> Voir les déclarations de Kong Quan, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères dans PRC Ministry of Foreign Affairs, « Conférence de presse du 26 janvier 2006 », 26 janvier 2006 (<http://www.fmprc.gov.cn/fra/xwfw/fyrth/lxjzzdh/t233124.htm>).

<sup>142</sup> « Concerns over Escalating Iran Nuke Issue » [« Inquiétudes au sujet de l'intensification du problème nucléaire en Iran »], *Xinhua News Agency*, 27 janvier 2006 ; et « Larijani de retour à Téhéran après son entrevue avec des responsables chinois », *Irna*, 27 janvier 2006.

<sup>143</sup> « Le Conseil de sécurité devrait se saisir du nucléaire iranien », *Libération*, 31 janvier 2006.

<sup>144</sup> Luis Ramirez, « China Urges Iran to Suspend Uranium Enrichment Activities, Seek Compromise » [« La Chine encourage l'Iran à suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium et à chercher un compromis »], *Vox of America*, 22 février 2006.